

# 18ème Assemblée générale du Consortium APAC

(Association Consortium pour les Aires et Territoires du  
Patrimoine Autochtone et Communautaire)

25 - 28 avril 2022, 12h00 – 14h30 UTC

## Annexe - français

Premier jour : lundi 25 avril 2022

### Revue des procédures de consensus

Colin Scott (Trésorier du Conseil)

**Développer une compréhension commune du consensus et de la manière dont nous prendrons les décisions pendant l'Assemblée générale.**

Pour commencer notre Assemblée générale, nous aimerions parler brièvement de la manière dont nous prenons les décisions afin de nous assurer que nous sommes toutes et tous sur la même longueur d'onde et que nous savons à quoi nous attendre au cours des prochains jours.

Depuis les débuts du Consortium APAC, nos principaux processus de prise de décision ont été basés sur la recherche du consensus. Nous utilisons cette approche dans de nombreuses discussions quotidiennes sur la gouvernance et l'organisation, notamment au sein du Conseil et du Secrétariat. Les décisions majeures, telles que les révisions de nos statuts et l'élection des membres du Conseil, sont prises par consensus de l'Assemblée générale, l'organe décisionnel suprême de notre association.

Selon l'article 9 de nos Statuts : *“Les décisions de l'Assemblée Générale sont prises par consensus et s'appuient sur les contributions constructives des Membres et Membres d'Honneur. À défaut d'un consensus, les décisions ne sont validées que si elles sont approuvées par une majorité correspondant aux deux tiers des Membres en règle, présents, votant par procuration ou participant de façon virtuelle”.*

A partir de ces idées, nos Procédures de gouvernance établissent que : *“Le consensus est atteint lorsqu'il y a un accord général sur une décision spécifique ainsi qu'une absence explicite de désaccord avec celle-ci. Des mesures raisonnables doivent avoir été prises pour répondre à toute objection soulevée.”*

La prise de décision par consensus est ancrée dans les principes de participation civile et respectueuse et d'appropriation collective des décisions. Elle exige un dialogue ouvert, de la confiance et beaucoup de communication, et chacun doit avoir la possibilité de partager son point de vue. Elle aide les gens à établir une compréhension commune tout en respectant les valeurs, les besoins et les intérêts différents. Elle permet à chacun de travailler ensemble, de manière coopérative et de bonne foi, pour élaborer une solution suffisamment acceptable pour toutes et tous.

Il est compréhensible et attendu que nous ayons des opinions diverses au sein de l'association. Les décisions prises par consensus peuvent parfois prendre du temps et être difficiles, et tout le monde n'obtiendra pas tous les aspects de ce qu'il souhaite. Cependant, le consensus final doit être quelque chose avec lequel tout le monde peut vivre dans l'intérêt collectif de l'association. Cette approche de la prise de décision est ancrée dans notre culture organisationnelle, en particulier pour les décisions majeures qui sont prises par l'Assemblée générale. Jusqu'à présent, l'Assemblée générale n'a jamais eu à recourir à un vote pour décider d'une quelconque question.

Je vais maintenant vous donner un aperçu de la manière dont nous recherchons le consensus lors des Assemblées générales en ligne et de la manière dont nous prendrons les décisions sur les principaux points de l'ordre du jour cette semaine.

**Tout d'abord**, nous disposons d'un espace pour une discussion ouverte entre tous les Membres et Membres d'Honneur sur une question donnée ou une proposition de décision. Cela peut se faire soit avant l'AG, soit pendant l'AG.

**Deuxièmement**, nous cherchons à comprendre et à résoudre toute objection soulevée avant ou pendant l'AG. Quiconque s'oppose à quelque chose doit proposer une modification constructive et pratique de la décision ou du plan d'action proposé. Le Président ou la Vice-présidente faciliteront une discussion des objections et des alternatives proposées jusqu'à ce que toutes les personnes présentes soient suffisamment satisfaites.

**Troisièmement**, nous vérifions que le consensus a été atteint. Cela peut se faire de manière légèrement différente selon que nous tenons une AG en personne ou en ligne, ou une combinaison des deux. Dans les deux cas, nous demandons si les personnes présentes ont des objections. Si aucune objection n'est soulevée, le consentement est présumé. Nous pouvons alors passer à la confirmation du consensus par un vote à main levée ou un sondage en ligne. Notez qu'il ne s'agit PAS d'un vote en tant que tel, mais d'une vérification que nous avons atteint un consensus.

Pour recueillir des contributions et dégager un consensus sur les décisions clés de l'AG de cette année, y compris pour les personnes qui ne peuvent pas participer à l'AG en direct, nous essayons un nouvel outil appelé **Loomio**. Il est conçu spécifiquement pour des organisations comme la nôtre, qui prennent des décisions par consensus. Ces dernières semaines, nous avons utilisé cet espace pour présenter les candidats à plusieurs postes du Conseil, et vous pouviez poser des questions ou écrire des commentaires de soutien. J'espère que la plupart d'entre vous ont eu l'occasion de se connecter à Loomio en utilisant l'adresse électronique que nous avons dans nos dossiers pour votre adhésion ou celle de votre organisation, et de voir tous les profils des candidats au Conseil.

Lorsqu'une décision doit être prise et enregistrée - comme nous le ferons mercredi et jeudi pendant les élections du Conseil - nous utiliserons une autre fonctionnalité de Loomio appelée le **sondage par consensus**. Chaque fois que nous utiliserons cette fonctionnalité, nous partagerons un lien dans la boîte de discussion Zoom. Une fois que vous vous serez connecté à Loomio, vous verrez une page avec les trois options suivantes :

- Consentement
- Abstention
- S'opposer

Si vous le souhaitez, vous pouvez également ajouter des commentaires.

Si vous choisissez "consentement", cela signifie que vous êtes suffisamment satisfait de la décision proposée et que vous acceptez que l'association l'adopte et la mette en pratique.

Si vous choisissez "abstention", cela signifie que vous ne voulez pas que votre avis soit enregistré comme un consentement, mais que vous ne voulez pas non plus bloquer le consensus. Par exemple, vous pouvez vous abstenir si vous avez un conflit d'intérêt dans la décision proposée.

Si vous choisissez "objection", cela signifie que vous ne pouvez pas vivre avec cette décision telle qu'elle est actuellement proposée et que vous êtes prêt à bloquer le consensus. Dans ce cas, on attend de vous que vous expliquiez brièvement les raisons de votre objection et que vous proposiez des alternatives constructives qui vous permettraient de donner votre consentement. Dans certains cas, les personnes peuvent simplement avoir besoin de plus d'informations ou de discussions afin de se sentir suffisamment informées des implications de la décision proposée.

Si vous n'avez pas encore interagi sur Loomio, je vous recommande de cliquer sur le lien qui vient d'être posté sur le chat de Zoom à l'instant, ou pendant la pause ou plus tard dans la journée, de vous connecter et

de vous présenter dans le fil de discussion des présentations. Vous y verrez également la fonction de traduction, qui rend les commentaires de chacun accessibles dans la langue de votre choix. Une fois connecté, tant que vous ne vous déconnectez pas explicitement, il sera beaucoup plus facile de cliquer sur les liens au fur et à mesure qu'ils sont partagés et d'accéder directement aux sondages de consensus pour les élections du Conseil. Alison Powell sera notre "Loomio Master" et pourra vous aider en cas de problème de connexion. Son contact est sur le chat Zoom.

**Dans la quatrième étape**, après qu'un consensus clair ait été atteint, le Président demande à un Membre en règle de proposer une motion sur cette décision et à un second Membre en règle d'appuyer la motion, offre une dernière chance d'exprimer toute préoccupation ou opposition majeure, puis confirme l'approbation de la décision par consensus. La décision par consensus est ensuite enregistrée dans le procès-verbal officiel de l'Assemblée générale.

**Enfin**, s'il s'avère impossible de parvenir à un consensus et qu'une décision doit être prise pour le bien de l'association, la décision est alors soumise à un vote. Le Président appellera au vote en utilisant un outil en ligne approprié - tel que l'outil de vote dans Loomio et/ou dans Zoom si vous ne pouvez pas accéder à Loomio. Toutes les organisations Membres présentes et en règle - électroniquement dans ce cas - ou votant par procuration sont censées participer. Une super majorité de deux tiers de ces Membres est requise pour que la décision soit adoptée.

## Rapport du Secrétariat 2021

### A. Alison Powell (Coordinatrice administrative) –

Mon rôle consiste à apporter un soutien administratif et logistique aux Membres, au Conseil, au Secrétariat et lors des événements du Consortium.

Je travaille directement avec le Comité des adhésions sur l'administration et l'implication des Membres, conformément au document des Procédures et principes d'adhésion adopté lors de l'AG l'année dernière. Je supervise les appels à candidatures et nominations des nouveaux Membres et Membres d'Honneur jusqu'à leur intégration, en maintenant une base de données ordonnée et à jour, en organisant des événements de bienvenue, en aidant les Membres et les Membres d'Honneur à tirer le meilleur parti de leur adhésion et à contribuer de façon significative, et désormais aussi en gardant maintenant le registre des activités des Membres pour savoir qui est « en règle ».

Comme beaucoup d'entre vous le savent, au lieu de verser des cotisations financières pour l'adhésion, nous avons demandé l'année dernière à nos Membres et Membres d'Honneur qu'ils contribuent par des *actions collectives volontaires* afin d'être en règle pour les AG. Le suivi de ces actions a aussi été un excellent moyen de voir la myriade des façons dont les Membres s'impliquent au sein du Consortium, dans leurs régions et à l'international.

Dans le cadre du soutien du Secrétariat au Conseil, je participe à la programmation, à l'accueil et à la prise de notes lors des réunions du Conseil, ainsi qu'au suivi des nominations et des élections du Conseil conformément aux Procédures de gouvernance.

Un autre aspect important de mon rôle est de contribuer à l'organisation des événements du Consortium tel que celui-ci : l'Assemblée générale. L'année dernière, 81 organisations Membres et 55 Membres d'Honneur y ont participé. Nous espérons que la participation sera encore plus forte cette année, et que davantage de Membres s'impliquent dans ce genre d'événements et d'autres moments importants de prise de décision.

Nous nous efforçons de rendre les Assemblées aussi inclusives et accessibles que possible et nous expérimentons avec de nouveaux outils comme Loomio pour nous y aider.

### B. Coordinateurs régionaux

#### Lorena Arce (Coordinatrice régionale pour le Cône Sud) –

Argentine

- Réunion et constitution du réseau APAC Argentine, composé de 55 représentants de communautés de tout le pays. 29-30 novembre, Buenos Aires. (Soutenu par GSI-PPD-PNUD-FAUBA).

- Création du site web du réseau APAC en Argentine.  
<https://www.redticcaargentina.com.ar/>

#### Chili

- Réunion du réseau APAC au Chili du 26 au 28 novembre, lac Budi.
- Initiative de soutien aux communautés côtières (2021-2023, APAC-OAK).
- Soutien aux communautés dans leur candidature comme "Espaces côtiers marins des Peuples Autochtones" 6 territoires du sud du Chili. Par exemple : Réunion des communautés autochtones et des pêcheurs artisanaux d'Aysén.

#### Paraguay

- FAPI - Campagnes :
- Participation au Réseau trinational pour la restauration de la forêt atlantique de l'Alto Paraná (Paraguay, Brésil, Argentine).
- Initiative Amotocodie :
- Soutien à la défense juridique des communautés Ayoreo de Puerto María Auxiliadora (PMA) et formation d'une équipe de suivi et de surveillance.

#### Initiative transfrontalière du Peuple Mapuche - Bilan 2021

- Resguardo del Territorio Biocultural Futa Mawiza (Réserve du territoire bioculturel Futa Mawia) est une initiative qui vise à renforcer la sauvegarde et la gouvernance de ce territoire transfrontalier.
- Elle est dirigée par des organisations Mapuches (Confédération Mapuche de Neuquén, Parlement de Koz Koz, Parlement Koyagtun de Kurarewe) et bénéficie du soutien d'organisations de la société civile (Observatoire citoyen, ODHPI, FARN).
- Le 24 novembre, une réunion dans la ville de Kurarewe avec des organisations autochtones du Chili, puis en décembre, des organisations d'Argentine se réuniront pour discuter des perspectives de cette initiative.

#### Bilan de l'Initiative mondiale de soutien aux APAC (GSI) 2021 :

##### Argentine

- Poursuite de la mise en œuvre de 2 bourses destinées aux Peuples Autochtones : Francisco Javier "Karaí" Villalba 2018- 2019 (peuple Mbya Guaraní) et Patricia Valdiviezo 2020-21 (peuple Kolla).
- 2ème appel à projets "Réponse à la COVID" (février 2021). 16 projets ont été sélectionnés (mai 2021) et sont déjà en cours de réalisation.

##### Paraguay

- 1er appel : 8 projets toujours en cours de réalisation.
- 2ème appel "Réponses à la COVID19". 4 projets sélectionnés et en cours de réalisation.

[Également : un point possible sur l'intention de passer à une approche collective/d'équipe pour le rôle de la coordination régionale au sein de l'Observatoire citoyen].

#### **Carmen Miranda (Coordinatrice régionale pour l'Amazonie) –**

##### **Réseau APAC Bolivie - SAVIA**

- Lancement du programme PMF d'appui aux APAC, dans le cadre duquel l'ONG SAVIA assure le suivi des 8 projets.
- Tenue de l'assemblée des Membres APAC, en présence de Wrays Perez, Président d'APAC Amérique latine.
- La stratégie d'action du réseau pour 2022 et 2023 a été approuvée sous la direction d'un point focal nouvellement élu.

##### **Réseau APAC Brésil - MUPAN**

- Coordination de l'Agenda de la Maloca virtuelle" lors du Congrès national sur les aires protégées et l'inclusion sociale [SAPIS/ELAPIS].
- Soutien aux communautés traditionnelles touchées par la COVID

- Soutien consolidé de Synchronicity Earth (25 000 U\$)

#### **Réseau APAC Équateur - ALDEA**

- Accompagnement du Peuple Shuar Arutam (PSHA) dans la défense de ses droits et soutien à son inscription dans la base de données du PNUÉ-WCMC.
- Élaboration de l'étude de cas Sarayaku et de l'analyse nationale dans le cadre du rapport mondial sur les "Territoires de vie".
- L'adhésion est plus organisée et renforcée, avec de nouveaux Membres en perspective.

#### **Réseau APAC Colombie**

- Consolidation du réseau APAC, qui compte 28 Membres gardiens de territoires et 6 entités alliées, et a établi des priorités en matière de réglementation et de domaines d'action prioritaires.
- Une fois sélectionnées les 26 initiatives à financer cette année, le programme de mentorat par les pairs du réseau APAC accompagne 22 nouvelles communautés autochtones, noires et paysannes dans leur processus d'auto-reconnaissance, de déclaration et d'enregistrement.

#### **Réseau APAC Pérou - FENAMAD**

- A travaillé sur le processus d'approbation et de planification du projet ICI GEF.
- Ces derniers mois, la FENAMAD a participé à des événements mondiaux :
- Le Congrès mondial de l'UICN
- La COP26 de la Convention-cadre sur les changements climatiques, en organisant un événement sur les Peuples Autochtones en isolement volontaire et/ou en contact initial en Amérique du Sud.
- Co-organisation d'un événement virtuel parallèle lors du programme de la COP4 de la Convention de Minamata sur le mercure et participation en personne à Bali, Indonésie.

#### **Albert Chan Dzul (Coordinateur régional pour la Mésoamérique) –**

Parmi les avancées les plus importantes, une équipe technique a été consolidée à U Yich Lu'um pour assumer les responsabilités régionales et mondiales. À la suite du renforcement de l'équipe technique, nous avons participé aux différentes commissions, sur le positionnement du Consortium, le processus de régionalisation et la gouvernance interne.

Promotion et accroissement du nombre de Membres par le biais de visites communautaires et de réunions avec des Membres potentiels du Mexique, du Costa Rica, du Honduras, du Panama et du Nicaragua. Pour les nouveaux Membres, nous participons aux événements de bienvenue et à l'intégration dans les processus du Consortium.

Nous avons conclu le projet "Renforcement du réseau de conservation autochtone et communautaire (APAC) au Mexique", qui fait partie de l'effort de consolidation des réseaux nationaux du Consortium APAC, avec le soutien, lors de cette étape, du PMF/FEM. Parmi les résultats les plus importants :

- Conclusion de "l'Étude sur le statut juridique des territoires de vie au Mexique". En cours de révision et complétée pour inclure la situation des territoires de vie marins et côtiers.
- Elaboration de matériel de communication et diffusion sur les territoires de vie (triptyque et vidéos).

Dans le cadre de la participation à la deuxième phase de l'initiative mondiale de soutien aux APAC, nous avons participé à l'examen de propositions de projets au Panama et à un exercice d'application de l'outil d'évaluation concernant la sécurisation et la résilience des APAC au Mexique.

Au Panama, la première préassemblée a eu lieu pour le territoire de Maje Embera où ils se sont engagés à élargir le nombre de Membres et le réseau APAC dans le pays.

Dans le cas du Guatemala, après la pandémie, le conseil d'administration, la coordination et le soutien technique ont été mis à jour et de nouveaux Membres ont rejoint le réseau national.

Enfin, en 2021, nous avons organisé la première réunion en Méso-Amérique à partir des territoires de vie marins et côtiers, dans le cadre du deuxième congrès national des pêcheurs artisanaux et pêcheurs de mollusques à petite échelle, dont le principal résultat a été la proposition de renforcer les territoires de vie marins et côtiers au cours de l'année 2022, une initiative menée par notre Membre au Costa Rica, CoopeSoliDar.

#### **Neema Pathak Broome (Coordinatrice régionale pour l'Asie du Sud) –**

2021 était encore marquée par la pandémie de COVID-19 et de nombreux Membres et Membres d'Honneur de notre région ont été affectés. Pourtant, nous avons également vu des exemples inspirants de résilience et

d'orientations vers le futur qui sont porteuses de transformation, chez les Peuples Autochtones et les communautés locales. Une très petite partie de ces exemples a été documentée, et les liens sont partagés ici.

L'année 2021 a également été l'année où le besoin de soutien aux communautés s'est le plus fait sentir, en particulier pour les dirigeants communautaires, afin de poursuivre les processus locaux visant à renforcer la gouvernance autonome, la résistance aux industries extractives et le soutien aux moyens de subsistance locaux et aux activités de conservation. En discutant avec certaines de ces communautés, nous avons lancé un programme local de bourses de renforcement autonome pour les dirigeants. Nous souhaitons continuer à nous concentrer et à développer ce programme dans les années à venir.

La cartographie et la documentation ont été un autre point fort de 2021, avec le lancement d'un portail web en ligne sur les aires conservées par les communautés en Asie du Sud. Une méthodologie est en cours d'élaboration pour faciliter la documentation autonome par les communautés, y compris par le biais d'une application mobile, et pour lier la documentation à des processus de renforcement et de réflexion autonome. Pour visibiliser le rôle des Peuples Autochtones et des communautés locales dans la restauration et la conservation, nous avons également collaboré avec la FAO pour utiliser leur plateforme afin de présenter les APAC au moment du lancement de la Décennie des Nations Unies pour la restauration.

Tout en continuant à soutenir les APAC confrontées à des menaces, nous nous sommes également engagés à titre consultatif auprès de quelques communautés qui sont en train de déclarer officiellement leurs territoires en tant qu'APAC comme l'une des stratégies pour résister aux menaces extérieures. Nous attendons des annonces intéressantes à ce sujet en 2022.

Plus intéressant encore, les jeunes des APAC du Népal ont entamé un processus de renforcement autonome et discuté des possibilités de constituer un réseau national des jeunes des APAC.

Certains des Coordinateurs et Membres de la région Asie se sont réunis pour former un groupe de travail sur le pastoralisme en Asie avec l'objectif de faciliter les échanges, la documentation et les dialogues sur les territoires de vie et de travail des bergers pastoralistes en vue de l'Année internationale du pastoralisme et des pâturages de l'ONU en 2026.

### **Sutej Hugu (Coordinateur régional pour l'Asie de l'Est) –**

En ce qui concerne l'Asie du Nord et l'Asie de l'Est, nous avons 5 Membres dont 3 organisations parapluie nationales.

Pour les Îles Pacifiques et l'Austronésie de l'Est, sous-région que j'ai soutenu de façon temporaire, il y a actuellement 5 Membres, dont 1 réseau national et 3 organisations parapluie nationales

Voici les points clés de notre travail en 2021 :

- Nous avons lancé en octobre un groupe de travail régional pour les APAC- territoires de vie de l'Asie du Nord et de l'Est. Des nouveaux membres potentiels, venant de Russie et du Japon, se sont joints à nous pour la première fois.
- Nous avons soutenu les discussions avec LMMA Network International qui devrait reprendre le rôle de coordination régionale pour l'Austronésie de l'Est et pour les Îles Pacifiques, au cours de l'année 2022
- Nous avons organisé le premier événement régional sur les pâturages, le pastoralisme et les territoires de vie en Asie à l'occasion du 3ème anniversaire du décès de Taghi, notre président fondateur. Cet événement a été organisé en collaboration avec le CENESTA, Kalpavriksh et avec le Groupe de soutien régional d'Asie centrale et de Mongolie, pour l'Année internationale des pâturages et du pastoralisme.
- Dans le cadre de la collaboration interrégionale, nous avons organisé deux « Échanges solidaires sur la décolonisation et l'autodétermination durable des Peuples Autochtones ». Le premier, axé sur l'Eurasie, s'est tenue à l'occasion de la Journée internationale des Peuples Autochtones du monde, en août. Le second, axé sur l'Amérique latine, s'est tenu à l'occasion de la Journée internationale de Solidarité avec les Peuples Autochtones des Amériques (« Columbus Day »), en octobre. L'objectif de ces échanges était de promouvoir le renforcement autonome par des actions de résurgence quotidienne et d'auto-déclaration conjointe des territoires de vie, ainsi que par la reconnaissance mutuelle entre communautés gardiennes.

### **Ali Razmkhah (Coordinateur régional pour l'Asie centrale et occidentale) –**

2021 a été une année fructueuse et active pour le soutien et la défense des territoires de vie en Asie occidentale et centrale et dans le Caucase. En un coup d'œil très bref :

- Pour le rapport 2021 du Consortium APAC sur les territoires de vie, nous avons produit une étude de cas sur les territoires de vie des peuples baloutches de Chahdegal. Pour la première fois en Iran, cette étude a été traduite en langue baloutche grâce à un effort participatif avec des aînés baloutches. Pour le même rapport, nous avons également préparé une analyse nationale sur le statut des territoires de vie en Iran qui a été très bien accueillie.
- Dans le cadre de la première phase de l'Initiative mondiale de soutien aux APAC du PNUD, plusieurs communautés locales et bergers pastoraux mobiles ont poursuivi leurs efforts pour mener à bien leurs actions et objectifs grâce à un financement du Programme de petites donations du PNUD, et les ONG Membres de la région ont apporté leur soutien technique et leur facilitation.
- En outre, des Membres du Kirghizistan, de Jordanie et d'Iran ont aidé des communautés à préparer des propositions de projets dans le cadre de la deuxième phase de l'Initiative mondiale de soutien aux APAC, avec un succès particulier au Kirghizistan.
- Pour reconnaître les rôles vitaux des pâturages et du pastoralisme pour le bien-être humain et la conservation de la nature, et pour soutenir la reconnaissance de l'Année internationale des pâturages et du pastoralisme (AIPP) en 2026, nous avons rejoint d'autres Coordinateurs régionaux en Asie pour coorganiser un atelier virtuel sur "Les territoires de vie des communautés pastorales : récits de coexistence entre nature et populations" le 16 juillet 2021. En outre, par le biais des groupes de soutien de l'AIPP, les Membres du Consortium ont participé activement au processus d'approbation, en mettant l'accent sur les territoires de vie.
- En 2021, les points focaux nationaux et le Coordinateur régional ont entrepris d'accroître le nombre de Membres dans la région. En conséquence, nous avons accueilli quatre nouveaux Membres et un nouveau Membre d'Honneur.

### **Amy Maling (Coordinatrice régionale pour l'Asie du Sud-Est) –**

La région Asie du Sud-Est est composée de 18 organisations Membres actives et de 48 Membres d'Honneur provenant de cinq pays de la région. L'année dernière, nous avons accueilli deux nouveaux Membres du Myanmar (Point et Rawang Youth Group) et un nouveau Membre d'Honneur de Malaisie.

Nous avons un Conseil régional très actif avec 8 membres qui se réunissent chaque mois pour discuter des mises à jour et des problèmes de la région. Nous travaillons au renforcement de la structure régionale depuis 2018. En 2021, l'accent a été mis sur l'élaboration de notre plan stratégique et le renforcement des Membres pour inclure davantage de Peuples Autochtones et de communautés locales.

En octobre, nous avons organisé avec succès notre 3ème assemblée régionale (la 2ème s'étant tenue virtuellement pendant la pandémie), avec la participation de près de 70 personnes de nos Membres et partenaires. Cette année, un plus grand nombre de Membres des communautés se sont joints à l'assemblée et l'interprétation a été assurée dans certaines langues de la région.

Pendant l'assemblée, nous avons également organisé trois webinaires publics sur les sujets suivants :

- Soutenir les territoires de vie et comprendre les perspectives des Peuples Autochtones sur les solutions fondées sur la nature.
- Utilisation de la cartographie et de la documentation des APAC comme outil de plaidoyer politique
- Partage d'expériences et de bonnes pratiques dans la défense des territoires de vie, avec le cas du Tumandok aux Philippines

L'année dernière, nous avons travaillé dur pour préparer le premier rapport sur l'état des APAC en Asie du Sud-Est, qui est actuellement dans sa phase finale de production. Nous avons l'intention de le lancer lors du Congrès des parcs d'Asie en mai. Ce rapport narratif sera également accompagné d'une compilation vidéo d'histoires frappantes de Peuples Autochtones et de communautés locales d'Asie du Sud-Est, sur la manière dont ils ont réussi à protéger et à défendre leurs territoires.

Lors de l'AG de l'année dernière, j'ai mentionné notre travail initial pour développer la stratégie régionale. Après quelques retards, le projet final a été présenté aux Membres le 8 avril, et les Membres ont suggéré d'avoir une présentation au niveau national pour obtenir des retours de la part de nos Membres et de leurs partenaires. Les validations nationales auront lieu entre mai et juin, et nous espérons recevoir l'approbation finale des Membres en juillet.

Enfin, nous avons réussi à obtenir des fonds supplémentaires (donateur anonyme et WWF Suède) pour soutenir nos initiatives directement dans la région, notamment le plaidoyer pour la reconnaissance des APAC, le développement des moyens de subsistance dans certaines APAC, et le renforcement des compétences entrepreneuriales et d'autres capacités des Peuples Autochtones et des communautés locales. Nous disposons également d'un petit mécanisme de subvention pour le soutien d'urgence aux communautés défendant leurs territoires.

#### **Sergio Couto (Coordinateur régional pour l'Europe) –**

Je suis Membre d'Honneur du Consortium APAC et j'ai été le Coordinateur régional pour l'Europe jusqu'à fin 2021. Nous sommes actuellement en train de travailler dans cette région à la transition vers une équipe de coordination, qui est l'un des thèmes principaux qui sera traité lors de notre prochaine Assemblée Générale (dont la date est encore à définir).

En 2020 et 2021, nous avons mis en place un réseau au niveau régional appelé "Réseau des terres communales" qui regroupe actuellement 40 membres en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Nous renforçons ou établissons aussi des réseaux nationaux dans 19 des pays de la région, où nous avons soutenu et co-financé des activités au niveau national telles que des vidéos, des études juridiques ou de terrain, des sites internet ou des campagnes liées à des luttes. Nous espérons que ce réseau serve à renforcer l'adhésion au Consortium en Europe, et renforce le réseau de contacts nationaux, domaine dans lequel il y a encore beaucoup de travail. Nous comptons aussi sur de nouveaux Membres comme Save Sinjajevina, le MEMOLab de l'université de Grenade, ou l'organisation coordinatrice de Montes Vecinales d'Asturies.

En lien avec ce réseau de communautés, d'organisations et d'individus, nous nous sommes fixés comme objectif ces deux dernières années de créer une plateforme numérique qui s'appelle également Réseau des terres communales. Cette plateforme numérique collaborative sous licence Creative Commons permet de mettre en relation les communautés entre elles, mais aussi avec d'autres acteurs qui souhaitent collaborer avec elles et les soutenir.

Une autre des activités que nous avons menées est l'influence des politiques au niveau régional : avant tout la Politique Agricole Commune, la PAC. Indépendamment des politiques à influencer, dans tous ces processus, nous voulons mettre en évidence la contribution des communautés locales et des Peuples Autochtones à la réalisation des objectifs politiques globaux

#### **Emmanuel Sulle (Coordinateur régional pour l'Afrique de l'Est et la Corne de l'Afrique) –**

En 2021, nous avons pris des mesures importantes pour renforcer les adhésions et les réseaux nationaux dans cette région, ainsi que pour le soutien technique, financier et thématique aux organisations communautaires et locales.

En 2021, nous avons accueilli un nouveau Membre et un Membre d'Honneur au Kenya, et lors du dernier appel à candidatures début 2022, nous avons accueilli deux nouveaux Membres en Tanzanie et au Kenya plus un nouveau Membre d'Honneur en Tanzanie.

Après plus de deux ans de contacts avec l'Initiative pour une conservation inclusive du Fonds pour l'environnement mondial, deux de nos Membres - le Mouvement autochtone pour la promotion de la paix et la transformation des conflits au Kenya et l'Équipe de ressources communautaires Ujamaa en Tanzanie - ont sécurisé ces prestigieuses subventions.

Dans le cadre de notre implication continue dans l'Initiative mondiale de soutien aux APAC, nous avons aidé deux Membres au Kenya et deux Membres en Tanzanie à obtenir un financement du Programme de microfinancements du PNUD. Dans le nord du Kenya, l'un des financements vise à renforcer et à améliorer la transmission des connaissances traditionnelles ethno-médicales et la conservation de la biodiversité. Dans le nord de la Tanzanie, un autre financement appuie les efforts déployés par les bergers pastoralistes Massaï pour sécuriser leurs pâturages communs. Mwambao, en Tanzanie, a également commencé à travailler au niveau local et national sur la pêche communautaire avec le soutien de la Fondation Oak.

En collaboration avec Natural Justice et d'autres, nous avons soutenu la communauté Ekuri par l'intermédiaire de notre Membre au Nigeria pour défendre leur forêt communautaire contre l'exploitation illégale. La communauté est maintenant en train d'inscrire son territoire au registre mondial des APAC.

J'ai le plaisir de vous annoncer que, malgré les défis posés par la COVID-19, nous avons réussi à organiser des assemblées nationales en personne au Kenya et en Tanzanie début 2022. Les Membres ont identifié leurs priorités et leurs besoins, désigné leurs organisations nationales catalytiques et de coordination, et consolidé leur niche en tant que Membres du Consortium APAC dans leurs pays respectifs.

Enfin, tous nos Membres de la région se mobilisent pour établir ou renforcer leurs réseaux au niveau national et élaborer des messages consolidés qu'ils présenteront à l'Assemblée régionale africaine du Consortium APAC et au Congrès des aires protégées de l'UICN en Afrique au mois de juillet, au Rwanda.

**Job Morris (Coordinateur régional pour l'Afrique australe) –**

Pendant une période prolongée, j'ai cherché à comprendre la situation et les impacts potentiels de l'exploration gazière et pétrolière dans l'Okavango et le Tsodilo. Ces endroits abritent non seulement une faune et une flore charismatiques mais ils ont aussi une valeur historique et permanente irremplaçable pour les peuples San.

Je me suis également engagé auprès des communautés de la réserve animalière du Kalahari central, qui couvre une grande partie du centre du Botswana. Les San vivent dans cette région depuis des temps immémoriaux, mais sont confrontés à des violations flagrantes des droits humains. Par exemple, ils sont déplacés sans leur consentement. Les services de base que le gouvernement devrait offrir sont limités et ils vivent dans des conditions de survie désastreuses. Avec d'autres, nous aidons le peuple San à tirer parti des politiques gouvernementales existantes en matière de gestion communautaire des ressources naturelles pour assurer sa subsistance et accéder à l'autonomie. À ce stade, je prévois également d'aider les San de la région à élaborer et à formuler des protocoles communautaires bioculturels afin d'affirmer leurs relations avec leur terre et leur territoire, ainsi que leur droit de propriété et d'intendance. J'espère que ces efforts porteront leurs fruits afin que les peuples San puissent vivre dans la dignité et la fierté pour les générations à venir.

En outre, j'ai aidé un certain nombre d'organisations autochtones en Namibie et en Afrique du Sud à collecter des fonds et à collaborer. Ces organisations sont devenues jusqu'à présent un réseau qui s'intéresse de près aux Peuples Autochtones, à la conservation, à la gestion des ressources naturelles et à la mobilisation communautaire. Des discussions sont également en cours pour qu'elles puissent demander à devenir membres du Consortium APAC et agir en tant qu'ambassadrices de l'association dans d'autres forums. Merci de votre attention.

**Salatou Sambou (Coordinateur régional pour l'Afrique de l'Ouest) –**

Je vais vous présenter mes réalisations pour 2021 et début 2022. Il s'agit de :

- L'analyse des 10 ans d'existence de Kawawana,
- L'organisation de l'assemblée sous-régionale de l'Afrique de l'Ouest,
- L'organisation de 2 ateliers de propositions de loi de reconnaissance des ICCA au Sénégal,
- Et une mission d'appui technique en Guinée-Bissau

La première, vous la connaissez, Kawawana, depuis son existence de façon officielle en 2010 n'a jamais cessé de se battre pour la protection de son territoire de vie à travers son mode de gouvernance et sa gestion. L'analyse de ces 10 ans d'existence lui a permis d'analyser les résultats, les défis, mais aussi la révision de son règlement intérieur.

Cela a été aussi l'occasion pour Kawawana de travailler sur la compilation des 3 axes d'intervention qui sont : le Kawawana fluvial, le Kawawana terrestre, et la caisse de crédit communautaire.

Pour ce qui est de l'organisation de l'assemblée sous-régionale, c'était une première et elle a été une réussite pour nous car elle nous a permis de faire une connaissance mutuelle des communautés membres, mais elle nous a aussi permis de nouer des relations importantes avec Natural Justice, mais aussi avec tous les coordinateurs de SGP de la sous-région.

Elle a comme but de pouvoir développer une stratégie de plaidoyer pour la reconnaissance de l'APAC au niveau des institutions de la CEDEAO et elle nous a également permis de trouver des idées à développer lors de l'assemblée régionale africaine.

Pour ce qui est de la mission en Guinée-Bissau, c'était un grand plaisir pour moi d'aller faire face à mes points focaux afin de discuter et de mettre en place une stratégie pour un comité ad hoc qui prendra le devant pour le processus de reconnaissance des APAC en Guinée, mais aussi pour la continuité des missions d'identification sur son territoire national.

Voilà les 4 activités que j'aimerais vous présenter de façon un peu brève. Je vous remercie.

#### **Alexis Kaboré (Coordinateur régional pour le Sahel) –**

Une région, le Sahel, qui comporte huit pays : le Burkina Faso, le Mali, le Niger, le Ghana, la Côte d'Ivoire, le Togo et le Tchad. Pour 2021, j'ai cinq motifs de satisfaction :

- Le premier motif de satisfaction, c'est la constitution de cinq associations communautaires de conservation des sites naturels sacrés et la fédération de ces communautés pour constituer une association communale de conservation des APAC qui va être membre du réseau national des APAC.
- Le deuxième motif de satisfaction, c'est l'élaboration d'une charte foncière communautaire pour la conservation de sites dans un village, qui est une expérience-pilote qui va servir d'expérience pour les autres communautés.
- Le troisième motif de satisfaction, c'est la publication officielle de la monographie nationale de la biodiversité dans laquelle, pour la première fois, il y a un chapitre dédié aux APAC.
- Le quatrième motif de satisfaction, c'est l'Assemblée nationale des APAC qu'on a pu tenir en septembre 2021 avec le soutien du GSI qui a élargi le réseau des APAC. Il y a eu plus d'une cinquantaine de villages qui ont participé à travers les APAC et qui ont bénéficié de neuf projets.
- Le cinquième motif de satisfaction, c'est la tenue de l'ASAO, l'Assemblée sous-régionale ouest africaine des APAC, qui a réuni plus de 70 participants venant de plus de onze pays et qui a permis encore d'asseoir et d'élargir le réseau au niveau du Sahel. Désormais nous avons des leaders au niveau de tous ces pays, qui permettent d'avoir des points focaux potentiels et avec qui je suis en contact et nous travaillons. Donc, en gros, 2021 a été une année de consolidation et d'extension de la dynamique APAC au niveau de la Région du Sahel.

#### **Joseph Itongwa (Coordinateur régional pour l'Afrique centrale) –**

Pour les réalisations de cette année, entre les deux assemblées (2021 et 2022), nous pouvons citer l'organisation de la première célébration des journées locales Mbosa. Journées locales Mbosa qui ont réuni des représentants des Peuples Autochtones de Kisimbosa, qui est une APAC emblématique à l'est de la République Démocratique du Congo, ainsi que d'autres parties prenantes : gouvernements, communautés et certains acteurs locaux sont venus découvrir les potentiels naturels et culturels, la promotion, valorisation et revitalisation des savoirs autochtones alimentaires et de la conservation de la nature.

Nous avons également reçu l'adhésion de deux Membres au sein du Consortium : un Membre au Cameroun, Action Communautaire pour le Développement Durable (ACDD), mais aussi en RDC, dans le Kivu, avec Talent des Femmes Autochtones Rurales, une organisation spécifique de femmes qui fait la promotion de l'autonomisation des femmes et aussi la promotion des cultures et savoirs traditionnels, ainsi que de la lutte contre le réchauffement climatique et pour la protection de la biodiversité.

Nous avons également organisé la toute première assemblée sous-régionale des APAC d'Afrique centrale, qui a réuni plusieurs Membres au sein de huit pays de l'Afrique centrale et leurs partenaires, mais aussi les représentants étatiques.

### **C. Axes de travail thématiques**

#### **June Rubis (Représentante thématique du Conseil pour la documentation des territoires de vie) –**

Au début de l'année 2021, le Consortium a publié une version révisée et adaptée aux téléphones portables de notre guide sur le processus de renforcement autonome. L'équipe de soutien linguistique a depuis travaillé à sa traduction dans plusieurs autres langues. Nous espérons que vous l'utiliserez et que vous nous ferez part de vos commentaires afin que nous puissions continuer à l'améliorer !

En mai 2021, après plus de deux ans de préparation, le Consortium APAC a publié notre premier rapport substantiel sur les territoires de vie. Son élaboration a inclus plusieurs axes, notamment un grand travail réalisé en matière de traduction, de design et de communication. En tant que co-présidentes du groupe de travail sur la documentation, Paola et moi avons participé à des conférences de presse et à des événements publics pour lancer le rapport. Nous tenons à remercier les plus de 100 personnes qui ont contribué à cet effort collectif !

Les Membres ont également réalisé des avancées importantes en matière de documentation, d'enregistrement et de bases de données au niveau national, notamment en Indonésie, aux Philippines, en Équateur, en Colombie, au Burkina Faso et au Portugal. Le Consortium a continué à travailler en étroite collaboration avec le Centre mondial pour le suivi de la conservation du PNUE et d'autres partenaires mondiaux pour soutenir le registre des APAC.

En octobre, plusieurs Membres et Membres d'Honneur ont participé à la conférence en ligne sur l'anthropologie et la conservation, qui a encouragé le dialogue interdisciplinaire, en mettant l'accent sur la reconnaissance des droits et des contributions des Peuples Autochtones et des communautés locales à la conservation.

Tout au long de l'année, un certain nombre de publications collaboratives, qui ont impliqué plusieurs Membres et Membres d'Honneur, ont été publiées par d'autres institutions, notamment des articles dans des revues à comité de lecture, dans les lignes directrices sur les meilleures pratiques de l'UICN, des expositions multimédia et des notes d'orientation politique.

Enfin, des progrès significatifs ont été réalisés l'année dernière sur plusieurs autres publications qui devraient être finalisées en 2022.

#### **Sarah Alakara (Représentante thématique du Conseil pour la préservation des territoires de vie) –**

Tout au long de l'année 2021, les Peuples Autochtones et les communautés locales du monde entier ont continué à faire face aux impacts de la pandémie de COVID-19. Le Consortium APAC et certains de nos Membres ont aidé les communautés à obtenir un soutien financier et à partager leurs expériences et leurs stratégies de réponse.

Dans le cadre de notre initiative sur la pêche autochtone et communautaire, une série d'activités ont été menées pour soutenir les territoires de vie dans les systèmes côtiers et d'eau douce en Malaisie, en Tanzanie, au Chili et au Mexique. Au Sénégal, le réseau national des APAC a tenu sa première assemblée nationale à Kawawana, en mettant l'accent sur les représentants des communautés de pêcheurs. Au Costa Rica, CoopeSoliDar a organisé un congrès national sur les pêcheurs artisanaux et les collecteurs de mollusques, ainsi que la première réunion sur les territoires de vie marins et côtiers en Méso-Amérique. Au niveau international, plusieurs Membres et Membres d'Honneur ont contribué aux événements en ligne commémorant la Journée mondiale des océans. Nous avons également organisé un échange sur la restauration des pêcheries traditionnelles et des systèmes alimentaires, avec un partage d'expérience d'Hawaï.

Le Consortium APAC a contribué avec succès au plaidoyer pour l'adoption par les Nations Unies de l'Année internationale des pâturages et du pastoralisme, à la fois par le biais des réseaux régionaux et au niveau international. En Asie, plusieurs Coordinateurs régionaux et Membres ont travaillé ensemble pour organiser un atelier sur le pastoralisme et les pâturages. Il s'est tenu le jour du troisième anniversaire du décès de Taghi Farvar, notre président fondateur.

Grâce à l'initiative de Sutej Hugu et d'autres Coordinateurs régionaux, l'association a organisé deux échanges régionaux solidaires sur la décolonisation autochtone et l'autodétermination durable - le premier sur l'Asie et

l'Europe et le second en Amérique latine. Ces rencontres ont été de brillants exemples de la puissance de l'apprentissage par les pairs, de la reconnaissance mutuelle et de la solidarité.

Plus tard dans l'année, le Consortium APAC a publié des déclarations de solidarité à l'occasion de la Journée mondiale de l'alimentation et de la Journée mondiale de la pêche, soulignant l'importance centrale des systèmes de souveraineté alimentaire, de l'autodétermination et de l'autogouvernance.

#### **Pooven Moodley (Représentant thématique du Conseil pour la défense des territoires de vie) –**

En 2021, le Consortium APAC a soutenu plusieurs Peuples Autochtones et communautés locales dans leur défense et la défense de leurs territoires de vie contre les menaces et les injustices.

En Amérique latine, nous avons publié un [communiqué de presse](#) et signé une lettre commune adressée à l'ambassadrice du Canada en Équateur dans le cadre du soutien continu apporté au Peuple Shuar Arutam, qui résiste à l'exploitation minière.

En Europe, nous avons publié des mises à jour sur la campagne menée actuellement par *Save Sinjajevina*, pour lutter contre les menaces militaires au Monténégro, notamment lorsque l'association a reçu le *War Abolisher Award*, et lors de la publication du rapport du réseau « *Yes to Life, No to Mining* » sur la Fennoscandie.

En Asie, après le coup d'État militaire en Birmanie/Myanmar, nous avons soutenu le Peuple Karen par le biais d'une [alerte](#), d'une lettre ouverte et d'un événement de sensibilisation. Aux Philippines, nous avons publié une alerte dénonçant la violence exercée à l'encontre des Tumandok, qui s'opposent à un projet de méga-barrage. En Inde, nous avons envoyé une lettre au gouvernement pour demander l'annulation des plans d'exploitation minière dans les forêts sacrées de Korchi, qui a permis, conjointement avec des actions locales, de stopper l'octroi de licences.

En Afrique, nous avons publié des alertes en soutien à la communauté Ekuri du Nigeria et à la [communauté Massaha du Gabon](#), toutes deux en faveur de la défense de leurs forêts ancestrales et sacrées contre l'exploitation forestière. Enfin, nous avons renforcé notre collaboration avec Natural Justice en faveur du Fonds d'urgence pour les défenseurs africains.

En plus du soutien spécifique à chaque pays, nous avons organisé un échange et publié une [déclaration de solidarité](#) à l'occasion de la Journée internationale des défenseurs des droits humains, ainsi que les résumés des principaux rapports et actions au niveau mondial. Les Membres et les Membres d'Honneur ont également mis en avant les défenseurs lors de plusieurs événements, notamment à l'occasion de la Journée internationale des femmes, du Sommet mondial de la jeunesse de l'UICN et du Forum foncier africain de l'ILC.

#### **Josefa Tauli (Co-présidente du Groupe des Jeunes) –**

En 2021, le groupe des jeunes a organisé et participé à un certain nombre d'événements et a vu le nombre de ses membres augmenter. Lors du Sommet mondial de la jeunesse de l'UICN en avril, nous avons organisé des sessions sur la défense et le maintien des territoires de vie et participé à plusieurs autres sessions. En septembre, les membres du groupe de jeunes ont participé au Congrès mondial de la nature de l'UICN qui s'est tenu à Marseille, en France, et à l'événement alternatif du congrès intitulé "Notre terre, notre nature".

En août, le groupe de jeunes a organisé et accueilli "TAYAW", un rassemblement culturel virtuel pour les territoires de vie en célébration de la Journée internationale des Peuples Autochtones du monde et de la Journée internationale de la Jeunesse. L'événement a servi de pause colorée au milieu de temps encore difficiles, pour célébrer la solidarité internationale et la diversité culturelle, et a présenté des contributions d'expressions culturelles et artistiques d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et de l'Arctique.

D'octobre à décembre, notre Membre PACOS Trust a participé à un projet de narration numérique pour les jeunes autochtones avec Asia Indigenous Peoples Pact et d'autres personnes d'Asie du Sud et du Sud-Est.

Tout au long de l'année 2021, comme Ameyali vous le dira, nous avons continué à nous engager et à renforcer notre capacité à participer aux négociations de la Convention des Nations unies sur la diversité biologique, en collaborant étroitement avec le Global Youth Biodiversity Network.

Nous avons également été heureux d'accueillir au sein de l'association de nouveaux Membres et Membres d'Honneur qui se concentrent sur les questions de jeunesse, notamment le Rawang Youth Group au Myanmar et la Comunidad de Puerto Cabuyal en Équateur.

Enfin, nous tenons à féliciter Vatosoa Rakotondrazafy, qui a récemment reçu un prix Top 100 des jeunes leaders africains de la conservation pour son travail avec le réseau MIHARI et les communautés de pêcheurs à travers Madagascar de 2015 à 2020.

#### **D. Rôles du Secrétariat international**

##### **Ameyali Ramos (Coordinatrice de la politique internationale) –**

Ce que je partage aujourd'hui est un résumé des réflexions collectives de notre équipe de politique internationale, des groupes de travail régionaux de politique internationale et des Membres.

Le principal objectif de notre travail en matière de politique internationale en 2021 était de nous assurer que nos engagements et positions internationales soient alignés avec les réalités et priorités des gardiens des territoires de vie. Nous avons trois groupes de travail internes (en Afrique, en Amérique latine et en Asie) qui se réunissent régulièrement pour élaborer des positions et discuter des éléments clés des négociations de la Convention des Nations Unies sur la Diversité Biologique. Ces groupes sont également l'occasion de discuter des priorités régionales et de renforcer les processus nationaux de mise en réseau et de plaidoyer.

Sur la base des discussions au sein des groupes de travail, nous avons identifié les domaines prioritaires clés et nous nous sommes concentrés sur le renforcement des connaissances et le partage des expériences dans ces domaines clés. Pour soutenir nos Membres, nous avons rédigé un document de synthèse sur les Autres Mesures de Conservation Efficaces par zone (abrégées en français comme AMCE) et participé à l'élaboration d'un document sur la mise en œuvre des droits humains dans le cadre pour l'après-2020. Tous deux ont été publiés sur notre site web au mois de mars et sont le résultat d'un processus collectif de rédaction et de partage.

Nous avons également participé activement au processus de négociation du cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020 et nous continuons à le faire en préparation de la COP15. Cela implique de travailler en étroite collaboration avec des alliés des quatre groupes principaux ainsi qu'avec des partenaires et des amis pour essayer de s'assurer que les Peuples Autochtones et les communautés locales soient adéquatement pris en compte, représentés et soutenus dans le cadre pour l'après-2020. Nous avons eu quelques petites victoires, mais le chemin est encore long.

Au cours des prochains mois, nous porterons notre attention sur la mise en œuvre créative du cadre pour l'après-2020 et nous nous tournerons vers les Membres pour nous guider. Nous vous invitons à nous faire savoir comment nous pouvons vous soutenir aux niveaux national et sous-régional et nous sommes impatients de continuer à travailler avec vous tous !

##### **Mohammad Arju (Coordinateur de la communication) –**

En tant qu'équipe de communication globale, nous travaillons avec les Membres pour préparer et diffuser différents types de contenus afin d'augmenter la visibilité organisationnelle de l'ensemble de l'Association et de nos Membres et Membres d'Honneur. Nous nous sommes particulièrement attachés à aider les Membres et Membres d'Honneur à communiquer les priorités des Peuples Autochtones et des communautés locales dans la négociation du cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020. Nous avons notamment fait une campagne de communication autour du rapport 2021 sur les territoires de vie, des mises à jour continues sur notre site et des messages sur les médias sociaux, ainsi que plusieurs déclarations de solidarité lors de journées internationales spéciales.

Nous avons aidé de nombreux Membres à coordonner les communications externes avec les médias et les journalistes, ainsi que les diverses opportunités d'événements internationaux et régionaux. En interne, nous

avons aidé nos Coordinateurs régionaux à communiquer sur les événements nationaux et régionaux et sur d'autres campagnes, et nous avons fourni un soutien en matière de communication technique pour diverses réunions et événements.

L'année dernière, nos nouvelles et nos mises à jour ont atteint un public plus large. Nous avons préparé et publié 179 mises à jour et articles pour le site web du Consortium, avec des graphiques et du matériel multimédia de haute qualité. Un nombre important de ces articles étaient liés aux urgences et aux menaces ou au travail de plaidoyer du Consortium en matière de politique mondiale. Grâce à l'amélioration du contenu et des aspects techniques de notre site web, davantage de personnes découvrent notre travail collectif et nous comptons plus de nouveaux utilisateurs du site que les années précédentes.

Nos messages ont également bien marché sur les médias sociaux, mais moins sur Facebook. Nous avons surtout obtenu de bons résultats sur Twitter et YouTube pour diffuser nos messages. Nous avons mené de nombreuses campagnes sur Twitter tout au long de l'année avec ou pour nos Membres et sur YouTube pour promouvoir différentes causes et événements. Nous avons produit de nombreuses vidéos l'année dernière pour la communication interne et externe.

Enfin, nous avons publié douze numéros mensuels réguliers de Newsflash et neuf bulletins/campagnes spéciales en 2021, partageant ainsi les mises à jour du web et les nouvelles des Membres avec un public plus large.

#### **Daniela Campos & Gaëlle Le Gauyer (Coordinatrices du soutien linguistique) –**

Tout d'abord, nous souhaitons remercier tous les bénévoles et collaborateurs qui soutiennent le travail linguistique du Consortium, notamment en traduction, édition, correction et interprétation. Au total, ce sont 69 personnes qui nous soutiennent en fonction de leurs possibilités, capacités et intérêts. Nous souhaitons aussi célébrer la collaboration avec Camila Miranda Reyes, qui a récemment rejoint l'équipe en tant qu'assistante de soutien linguistique pour l'espagnol, et Rachel Babin, qui est assistante de soutien linguistique pour le français depuis un an.

En 2021, nous avons fourni des services d'interprétation pour le Conseil, l'ExCo, le Secrétariat et les réunions des groupes de travail régionaux sur la CDB, ainsi que pour de nombreux autres événements organisés avec les Membres. Nous avons fourni des services de traduction réguliers pour la Newsflash, le site web et les documents internes. Nous avons également continué à consolider nos systèmes de soutien linguistique, et depuis la dernière AG, nous avons organisé trois formations à l'interprétation et créé divers outils fondamentaux pour notre travail. Nous avons encore une grande marge d'amélioration et vos commentaires seront toujours les bienvenus !

En 2021, nous avons également finalisé les traductions du rapport sur les territoires de vie en espagnol et en français, avec une équipe de 22 personnes pour le travail linguistique. Nous avons également fait de grands progrès dans la traduction de la dernière version du SSP dans des langues supplémentaires. Elle a été traduite en français et chinois avec le soutien de volontaires et elle est en cours de finalisation en espagnol et en portugais. Merci à toutes les personnes impliquées, à Yingyi et à Hugu, à Rachel, à Jake, à Josefina, à Camila et à Inès pour ce formidable travail collectif ! Nous avons également eu de très bonnes nouvelles pour 2022 : nous espérons recevoir un financement du PNUD pour soutenir la traduction du SSP dans 3 nouvelles langues - swahili, russe et hindi. Plus généralement, nous avons très envie de travailler avec vous tous pour développer des systèmes régionaux et décentralisés de soutien linguistique.

#### **Sarah Ryder (Gestionnaire de programmes) –**

Grâce à un financement plus important en 2021 que lors des années précédentes, nous avons pu apporter un soutien financier accru aux organisations Membres et augmenté la rémunération des Coordinateurs régionaux pour la deuxième année consécutive. Nous avons désormais une approche totalement horizontale quant à la rémunération des membres du Secrétariat. Nous avons également pris en charge les frais d'Internet, de téléphone et autres frais de fonctionnement de certains membres de l'équipe. Cependant, ce financement accru a également entraîné plus d'obligations administratives, notamment en matière de collecte de fonds et de relations avec les donateurs, de rapports, d'audits et de contrôles internes.

Grâce à une série de réunions et à travers différents canaux de communication, nous avons entrepris, tout au long de l'année, des processus collectifs de planification, d'apprentissage et de rétroalimentation mutuels, d'évaluation et de révision. En plus des réunions d'équipe mensuelles, semestrielles et de fin d'année, nous avons mis l'accent sur le bien-être au sein de l'équipe et sur le soutien aux personnes confrontées aux défis du travail à distance et de la pandémie. Nous avons mis en place des espaces informels pour créer du lien, des échanges individuels et groupaux fréquents, des modalités de travail très flexibles, un soutien émotionnel face aux défis personnels et avons encouragé une culture d'empathie et de soutien mutuel.

En 2021, nous avons procédé à plusieurs changements dans la composition du Secrétariat et avons élargi notre groupe de collaborateurs. Plusieurs postes ont été créés ou élargis. Nous avons accueilli sept nouvelles personnes sur des postes à temps partiel en lien avec nos trois axes de travail thématique, la politique internationale, le soutien linguistique, la communication et l'administration. Six membres du Secrétariat ont laissé leurs fonctions à différents moments de l'année. En ce qui concerne les Coordinateurs régionaux, beaucoup sont passés à une approche plus collaborative du travail, en concentrant volontairement leurs efforts sur la formation de la prochaine génération de leaders.

Sur le plan pratique, nous avons réussi à transférer l'hébergement du site web du Consortium, les comptes de messagerie et les outils de collaboration en ligne vers des serveurs plus sûrs et plus fiables.

**Holly Jonas (Coordinatrice internationale)** – Veuillez trouver le lien vers [les diapositives ici](#)

[Diapo 1] Sarah et moi sommes heureuses d'annoncer que nous progressons dans chacune des quatre grandes priorités de notre stratégie de collecte de fonds : renforcer le financement non-conditionné, améliorer les liens entre nos communications et la collecte de fonds, accroître le soutien financier au processus de régionalisation et renforcer notre capacité interne de collecte de fonds.

[Diapo 2] Vous pouvez voir ici un aperçu de nos financeurs depuis 2011 et comment ils ont augmenté et se sont diversifiés au fil du temps. L'année dernière, nous avons 11 financeurs couvrant à la fois les coûts de base et les coûts programmatiques. Cela comprenait trois nouveaux bailleurs de fonds, dont deux sont très proches et seront, nous l'espérons, des soutiens à long terme. Les subventions de trois bailleurs de fonds ont pris fin en milieu d'année et trois autres à la fin de l'année. Nous ne prévoyons pas de poursuivre avec deux de ces financeurs pour le moment. Avec les quatre autres bailleurs de fonds, nous avons obtenu ou espérons obtenir de nouvelles subventions dans les mois à venir.

[Diapo 3] Vous pouvez voir ici les dépenses totales par an en milliers de dollars américains depuis 2011. Il y a eu une forte augmentation de 2020 à l'année dernière, en partie en raison des réaffectations liées à la pandémie, et en partie en raison des efforts pour obtenir plus de fonds pour notre travail et nos capacités de fonctionnement. En ce qui concerne l'avenir, nous avons sécurisé un montant important pour cette année et nous sommes en bonne voie pour la collecte de fonds pour les deux prochaines années.

[Diapo 4] Vous pouvez voir ici les dépenses de 2021 pour chacune de nos principales catégories budgétaires. Nous avons dépensé davantage en sous-subventions pour les activités nationales et régionales, notamment pour l'initiative sur les pêcheries communautaire et pour diverses assemblées dans le cadre du processus de régionalisation. Nous avons minimisé les dépenses liées aux voyages internationaux et aux réunions de gouvernance et de gestion, compte tenu de la persistance de la pandémie. Enfin, nous avons investi davantage dans les communications et le personnel, en raison de l'augmentation du travail et de l'élargissement des responsabilités, ainsi que des efforts visant à augmenter les taux de rémunération, notamment pour les équipes de coordination régionale.

## Deuxième jour : mardi 26 avril 2022

### Pleins feux un Membre 1 – Réseau APAC Mongolie

Bonjour tout le monde, je m'appelle Chantsalkham Jamsra. Je parle aujourd'hui au nom du Groupe de travail APAC - Mongolie. Je souhaiterais présenter brièvement notre équipe et nos efforts :

Je vais donc vous dire quelques mots sur la façon dont nous avons créé notre Groupe de travail - APAC Mongolie et sur nos efforts les plus récents, ainsi que sur notre plan pour 2022. Notre groupe de travail a été créé le 5 avril 2021 et les membres fondateurs sont des personnes qui collaborent avec des ONG nationales et internationales et des institutions de recherche qui soutiennent les communautés pastorales en Mongolie.

Les activités du groupe de travail consistent à construire ou reconstruire les institutions afin de conserver la biodiversité et les ressources naturelles pour préserver leurs moyens de subsistance, garantir les droits fonciers, améliorer la santé du bétail et faciliter l'accès aux marchés.

Le groupe de travail a pour but de guider les activités du réseau d'apprentissage national et régional ainsi que de mettre en œuvre les programmes de la phase 2 de l'initiative mondiale de soutien aux APAC (GSI), et promouvoir l'Année internationale du pastoralisme et des pâturages au sein des Nations Unies.

Les membres actuels du groupe de travail collaborent avec l'un des plus grands réseaux : la fédération des communautés pastorales mobiles. Nous avons l'intention d'élargir encore la composition du groupe de travail afin d'étendre la portée et le soutien aux communautés pastorales dans toutes les régions du pays. Nous souhaitons également faciliter des processus depuis les communautés afin de faire le lien entre les aires du patrimoine communautaire de Mongolie et les réseaux de territoires de vie.

Pour avoir un statut officiel et renforcer notre voix, nous avons enregistré le réseau APAC Mongolie en tant qu'ONG sous le nom de « Community Collaboration for People and Nature » - (Collaboration Communautaire pour les Peuples et la Nature, abrégé en CCPN.)

Le travail immédiat de notre groupe de travail, ou ONG, est de planifier et travailler à l'élaboration de notre vision et de notre stratégie à long terme - et nous prévoyons d'organiser nos retraites en mai et juin.

Une autre tâche ou effort que nous envisageons est d'étudier et de collecter des informations sur les organisations communautaires à travers le pays et de documenter leurs succès et apprentissages dans le but de créer une base de données.

Nous prévoyons également d'organiser un forum national pour inviter les bergers pastoralistes de tout le pays à partager ces succès et apprentissages. Nous espérons pouvoir programmer cet événement au cours de la première moitié du mois de juin.

Et grâce à tout l'apprentissage et aux informations que nous allons recueillir lors du forum national, nous pourrions nous préparer pour « l'Asia Grasslands Workshop » (Atelier sur les prairies d'Asie) qui se tiendra durant la seconde moitié du mois de juin.

Sur ce, je vous remercie de votre attention !

## Apprentissage par les pairs et échange sur le processus de régionalisation

### **Dominique Bikaba – Membre du Conseil**

Je suis heureux d'animer cette session sur la régionalisation. Certains d'entre vous sont très familiers avec ce processus, mais il est peut-être nouveau pour d'autres. Avant d'aborder les expériences spécifiques à chaque région, j'aimerais demander à Holly de nous donner un aperçu des origines de ce processus.

### **Holly Jonas – Coordinatrice internationale**

Le plan stratégique du Consortium, adopté en 2017, prévoyait comme principale évolution "la décentralisation régionale". On parlait alors de "processus de régionalisation". Cela a été identifié comme une priorité organisationnelle clé et une évolution nécessaire de la structure organisationnelle afin de soutenir et de nourrir un ensemble croissant de travaux, d'opportunités et de ressources.

Comme indiqué dans le Plan stratégique, ce processus implique de renforcer la planification, la collecte de fonds, la gestion et la mise en œuvre au niveau régional. Il est dirigé par des coordinateurs régionaux qui travaillent en étroite collaboration avec les Membres nationaux et régionaux, notamment par le biais de réseaux nationaux. L'objectif est de permettre aux Membres et aux Membres d'Honneur de mieux s'approprier le travail du Consortium et de s'assurer que ce travail est adapté aux besoins et aux contextes locaux et nationaux. Il place également les coordinateurs régionaux dans une position plus claire de responsabilité vis-à-vis des Membres et de mobilisation des ressources pour les priorités régionales et nationales.

Le Plan stratégique indique également que le processus de régionalisation pourrait entraîner certains changements dans les statuts et autres documents de gouvernance du Consortium. C'est ce qui s'est produit, notamment avec l'adoption l'année dernière des procédures de gouvernance, qui comprennent de nouvelles procédures pour les conseils et assemblées régionaux et pour la nomination des représentants régionaux au Conseil mondial.

Le processus de régionalisation a véritablement commencé en 2018 avec une série ambitieuse d'assemblées régionales en Asie du Sud-Est, en Amérique latine, en Asie occidentale et centrale et dans le Caucase, et en Afrique. En 2019, les premières assemblées régionales ont eu lieu en Europe, en Amérique du Nord et en Asie du Sud, ainsi que les secondes assemblées régionales en Asie occidentale et centrale et en Amérique latine. En 2020, nous n'avons pas pu nous réunir en personne en raison de la pandémie, mais l'Asie du Sud-Est a organisé la première assemblée régionale virtuelle.

En 2021, alors que les conditions de sécurité permettaient à nouveau de se réunir dans certaines parties du monde, l'élan a repris avec des assemblées nationales au Sénégal, au Burkina Faso, en Argentine et au Chili, et une assemblée régionale pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel - toutes en présentiel - plus une autre assemblée virtuelle en Asie du Sud-Est. Jusqu'à présent, en 2022, nous avons eu des assemblées en présentiel en Afrique centrale, en Tanzanie, au Kenya, en Colombie, en Bolivie et au Guatemala, et une assemblée virtuelle en Asie occidentale et centrale et dans le Caucase. De nombreuses autres assemblées nationales, sous-régionales et régionales sont prévues dans les semaines et les mois à venir, notamment au Pérou, en Colombie, en Équateur, au Mexique, en Mésio-Amérique, en Amazonie et dans le cône Sud, en Asie du Sud et dans l'ensemble de l'Afrique. Comme vous pouvez le constater, il s'agit d'un processus TRÈS actif, avec des investissements importants et un élan dans de nombreuses régions - non seulement avec les assemblées, mais aussi avec les réunions continues des conseils régionaux et des groupes de travail, les événements et les échanges d'apprentissage par les pairs, et le développement de stratégies et de plans régionaux et nationaux. Toutefois, ce processus n'a pas encore pris racine dans certaines autres régions, en particulier là où il y a peu de Membres.

Pour en revenir à la session d'aujourd'hui, l'intention principale est de partager et de discuter des expériences, des points de vue, des leçons apprises, des défis, des opportunités et des espoirs du processus de régionalisation. Il prend forme de manière diverse et unique dans chaque région, autour de l'objectif commun

d'approfondir et de renforcer nos racines dans le mouvement en faveur des territoires de vie. Aujourd'hui, nous allons entendre le témoignage de certaines de ces régions. Il ne s'agit pas d'une comparaison ou d'une compétition, mais d'une opportunité pour nous tous d'entendre et d'apprendre de différentes expériences et d'élargir notre compréhension de la façon dont ce processus évolue dans le monde. Cette session fait directement suite aux rapports 2021 communiqués hier par le Secrétariat, et c'est l'occasion d'approfondir le sujet et d'ouvrir à la discussion et à l'échange avec l'ensemble des Membres.

#### **Dominique Bikaba – Membre du Conseil**

Maintenant que nous avons une compréhension commune du contexte du processus de régionalisation, nous allons entendre quelques éléments clés des régions d'Asie-Pacifique, d'Afrique et d'Amérique latine.

#### **Christian Chatelain – Co-coordonateur pour l'Afrique**

Je vais tenter de vous brosser, en quelques minutes, le passé, le présent et l'avenir des APAC territoires de vie en Afrique, qui ont finalement « construit » la Régionalisation du Consortium en Afrique. Avant cela, je voudrais faire ressortir un point des exposés d'hier des coordonnateurs, point peu entendu pourtant tellement central : Leur énorme qualité et travail de relation / de communication / de lobbying en faveur des APAC-territoires de vie dans toutes leurs occasions de réunions diverses ! Relations avec les communautés, ONG, Ministères, bailleurs, etc. Contacts, collaborations, appréciations, félicitations, etc. toutes ces attitudes, ces signes, cette diplomatie indispensable pour se faire des alliés.

#### HISTORIQUE JUSQU'À AUJOURD'HUI

En décembre 2008, Grazia Borrini et moi-même rencontrons pour la première fois Salatou Sambou chez lui en Casamance, ce qui pose la première pierre des APAC-territoires de vie d'Afrique. Une APAC, puis 2 puis 3 au Sénégal, puis en RDC, au Burkina, et les réseaux ont commencé à naître, un, puis 2, puis 3, et ainsi s'est construit le réseau des APAC-territoires de vie d'Afrique.

Cette année qui vient de s'écouler a vu beaucoup d'avancées comme l'ont décrit Salatou, Alexis, Joseph, Emmanuel et Job (que je félicite pour leurs résultats), notamment en termes de consolidation des APAC, de consolidation et extension des réseaux, d'identification de nouvelles APAC, de nouvelles collaborations, de nouveaux partenaires...

Les Assemblées Sous Régionales de Ouagadougou et de Goma ont été de grandes réussites et l'Assemblée Régionale Afrique (ARA) qui se prépare pour juillet 2022 à Kigali-Rwanda en préparation du Congrès UICN des aires protégées africaines, sera le point d'orgue de cette phase de construction du réseau africain des APAC-territoires de vie.

Aujourd'hui, 13 ans après la première pierre posée par le Sénégal, nous sommes à une période charnière, à la fin d'un processus de plus de 10 ans et au début d'une nouvelle phase de vie, celle visant l'autonomie de l'Afrique en matière d'APAC-territoires de vie.

2 points sur la situation aujourd'hui :

Engouement pour les APAC - Environ la moitié des 53 pays d'Afrique sont touchés par le Consortium.

Démultiplication de la connaissance et conscience du concept APAC (les Assemblées sous régionales (ASRAO et ASRAC) ont démultiplié ces connaissances et consciences !). Très fort engouement partout pour les APAC, y compris par les Ministères / ONG / bailleurs.

#### Réseau – Régionalisation

La construction du réseau n'est pas terminée : il faut améliorer la cohérence des découpages entre Secrétariat (5 zones : Coordination Afrique Ouest, Nord, Centre, Est + Corne, Sud) et Conseil (3 zones : représentation pour Afrique Sahel + Nord + Corne ; Afrique centre + Occidentale + îles francophones ; Afrique Est et Sud). Des propositions seront faites à l'ARA de Kigali en ce sens. Par exemple Madagascar souhaite avoir sa propre Coordination « Îles de l'océan indien ». L'Afrique de l'Ouest dit ne pas pouvoir « représenter » des régions qu'ils ne connaissent pas.

## EXPERIENCE ET LEÇONS TIREES

### Expériences

**Sénégal** : A commencé par 5 réseaux zonaux -> 1 Réseau national -> des Réseaux nationaux voisins-> Assemblée ASRAO comme booster de la dynamique du Réseau Sous Régional Afrique de l'Ouest

**Burkina** : A commencé par 1 Réseau national d'abord (ASAPAC-BF) -> des Réseaux zonaux après au Burkina -> Les forêts sacrées (>53 000) donnent une énorme masse d'APAC mais il y a aussi Pastoralisme, ZOVIC, ...

**RDC** : Réseau national de 3 APAC seulement pendant de longues années -> création de l'ANAPAC -> détection de Points focaux dans les autres pays à l'occasion de communication sur les APAC dans des réunions sous régionales, -> Assemblée ASRAC comme booster de la dynamique du Réseau Sous Régional Afrique centrale

**Tanzanie/Kenya** : La coordination Afrique de l'Est a pris du retard au départ car l'Ex-coordonnateur était peu actif (Vincent Ziba-Zambie). Assemblées nationales récentes (Mars/avril 2022).

**Botswana** : Trop peu d'avancées encore en Afrique australe par la Coordonnateur.

### Leçons

Avantages des réunions de réseau : (i) se connaître + (ii) construire ensemble

Critères de réussite d'un réseau :

1. Partout c'est le Bottom-up process qui est efficace (ancrage) 1 APAC -> 2 APAC -> Réseaux pays -> autres pays
2. Partout c'est l'engagement des Membres et des personnes ressources qui permet les avancées
3. C'est l'Autodétermination et les financements durables qui permettront la pérennisation des réseaux

### Risques

L'engouement risque de nous faire aller trop vite et perdre la qualité APAC (Quantité contre qualité)

Tout le monde veut faire son APAC, les bailleurs veulent du chiffre !

Ambition de grand réseau mais moyens faibles pour gérer cette ambition

Stratégie et politique = ATTENTION ! Ancrage à la base, consolidation de la base d'abord, assurer la qualité APAC. Mettre l'argent dans la formation au PRA (processus de renforcement autonome) plutôt que dans le nombre d'APAC !

### **Dominique Bikaba – Membre du Conseil**

Je voudrais maintenant vous présenter Felipe Gomez, le représentant régional du Conseil pour la Méso-Amérique. Felipe fait également partie de notre organisation membre Oxlajuj Ajpop et est impliqué de très près dans le réseau national APAC au Guatemala. Felipe partagera les points clés du processus de régionalisation en Amérique latine, y compris la Méso-Amérique, l'Amazonie et le Cône Sud. Ce document a été préparé avec le soutien des coordinateurs régionaux - Albert Chan Dzul, Lorena Arce et Carmen Miranda.

### **Felipe Gomez – Membre du Conseil**

- La pandémie a affecté le processus de régionalisation en Amérique latine, principalement en raison de la difficulté à organiser des réunions et des échanges au niveau régional et sous-régional. Bien que la virtualité présente des opportunités, l'accès à celle-ci reste limité chez de nombreux membres de la région, et ces modes de conversation ne sont pas très appréciés par la plupart des membres.
- La 1ère Assemblée régionale s'est tenue à Fusagasugá, en Colombie, en octobre 2018. À cette occasion, une proposition de régionalisation a été convenue, puis présentée à l'Assemblée générale en Éthiopie. Cependant, nous n'avons pas obtenu de réponse sur cette proposition.
- La 2e Assemblée régionale s'est tenue à Lima, au Pérou, du 14 au 17 octobre 2019, dans le cadre du 3e Congrès latino-américain de la conservation (CAPLAC), sans présenter d'avancées importantes par rapport à la proposition initiale, car nous nous sommes concentrés sur le positionnement de notre vision lors du congrès.
- Après plus de 2 ans de pandémie, il est prévu d'organiser la 3e Assemblée régionale fin 2022, où la proposition initiale devrait être reprise et voir comment la faire progresser.
- En ce qui concerne le niveau sous-régional, au cours de l'année 2022, des assemblées et des réunions sont organisées dans différents pays, qui seront suivies d'assemblées sous-régionales en Méso-

Amérique, en Amazonie et dans le Cône Sud avant la 3e Assemblée régionale qui se tiendra en novembre 2022.

- On notera en particulier les réseaux en : Colombie et Argentine, soutenus par l'Initiative mondiale de soutien aux APAC (toutes deux déjà dotées de systèmes de gouvernance bien établis et de pages web) ; puis, avec un soutien financier plus limité, le Guatemala, le Mexique, le Brésil et le Chili ; et enfin l'Équateur, qui tiendra cette année sa première Assemblée nationale. Il s'agit d'avancées importantes dans la région, puisque lors de la 1ère Assemblée régionale d'Amérique latine, il a été convenu que l'une des priorités du processus de régionalisation serait la création et le renforcement des réseaux nationaux afin de donner plus de voix et de participation aux membres locaux et dans leurs contextes territoriaux.
- Les limites du processus de régionalisation : (1) aggravé par la pandémie, le manque de connectivité dans de nombreux territoires a limité la participation active de nombreux membres, en particulier des peuples et communautés autochtones et paysans ; (2) le manque de ressources pour mener à bien les initiatives régionales (campagnes, études, soutien aux défenseurs, etc.) ; (3) peu de progrès ont été observés dans la régionalisation des différentes structures du Consortium : Secrétariat, Conseil, Groupes thématiques, Groupe sur les politiques, Communications, ce qui continue à rendre les régions dépendantes des décisions mondiales pour leurs actions régionales, sous-régionales et nationales.
- Les défis. Nous pensons que le processus de régionalisation devrait être axé sur l'évolution vers une structure qui renforcera l'action du Réseau dans sa mission de donner "une reconnaissance et un soutien appropriés aux Territoires de Vie". D'autant plus que les menaces directes qui pèsent sur les Territoires de Vie demandent une réponse urgente et que parfois la réponse du Consortium est lente ou dépassée, ou ne correspond pas aux priorités des membres.
- Prochaines étapes. (1) Réunions et assemblées nationales et sous-régionales en tant que tremplins vers notre assemblée régionale à la fin de cette année 2022 ; (2) en outre, avant l'assemblée régionale, nous prévoyons des discussions thématiques virtuelles sur : réseaux nationaux ; la position et le rôle des membres de la région sur les objectifs post-2020 ; la situation des défenseurs de la nature ; les territoires de vie et le changement climatique, entre autres ; (3) une réunion en présentiel du conseil d'administration et du secrétariat régional est également prévue pour avancer dans la planification de l'assemblée régionale à la fin de l'année.

#### **Ali Razmkhah – Coordinateur régional pour l'Asie centrale et occidentale**

La pierre angulaire du processus de régionalisation dans notre région est l'expansion et l'autonomisation du réseau régional grâce à l'invitation de nouveaux Membres et à la nomination de Membres d'Honneur, ainsi que l'amélioration de la communication entre les Membres. Depuis 2018, nous avons organisé deux réunions de préparation aux assemblées et deux assemblées régionales. Nos objectifs pour la régionalisation sont d'établir des réseaux nationaux et un conseil régional fonctionnel pour adapter notre travail à la diversité de la région. Par conséquent, pour atteindre ces objectifs, lors de la deuxième assemblée régionale qui s'est tenue au début de l'année, les membres ont décidé de former un groupe de travail ad hoc pour concrétiser les décisions de l'assemblée concernant le manifeste régional et la feuille de route.

#### **Femy Pinto - Coordinatrice régionale pour l'Asie du Sud-Est**

C'est suite à la première Assemblée régionale à Palangkaraya, Kalimantan central, Indonésie, qui s'est tenue en août 2018, que l'Asie du Sud-Est et les amis de la région Taïwan/Austronésie ont pour la première fois articulé leur vision collective d'un Consortium APAC régional, que le processus de régionalisation en Asie du Sud-Est s'est développé. Depuis lors, il y a eu une deuxième Assemblée régionale en 2020 qui a porté formation du Conseil régional, et une troisième Assemblée en 2021. Ces deux dernières se sont tenues de manière virtuelle, ce qui a entraîné des défis et des apprentissages. Depuis 2019, nous avons eu des échanges régionaux sur les priorités thématiques, sur les moyens d'existence dans les territoires de vie, la cartographie et la documentation, et pendant les Assemblées régionales, nous avons également pu avoir des discussions sur la gouvernance, la mobilisation ainsi que l'augmentation et le renforcement des membres, et nous nous informons régulièrement des diverses situations que rencontrent les territoires de vie dans les différents pays membres. Depuis juin 2020, le Conseil régional organise des appels au moins deux fois par mois. Une série de

consultations virtuelles entre les Membres a été organisée pour formuler le Plan stratégique du Consortium régional et le processus devrait être achevé en juin de cette année. Un rapport de l'APAC de l'Asie du Sud-Est sera présenté lors du Congrès des parcs d'Asie à Sabah, fin mai de cette année.

#### **Neema Pathak Broome – Coordinatrice régionale pour l'Asie du Sud**

La région d'Asie du Sud s'est concentrée sur le renforcement de l'adhésion, notamment sur les territoires de vie eux-mêmes, de leurs réseaux et de leurs organisations communautaires. Davantage de Membres nous ont rejoints parmi les jeunes et les femmes. Lors de la première réunion régionale en 2019, des groupes thématiques régionaux sur les zones humides, les forêts, les prairies, les écosystèmes de haute altitude et les thèmes transversaux relatifs au genre et à la jeunesse ont été formés. Les responsables de ces groupes, ainsi que les groupes de travail nationaux au Népal et plus récemment en Inde, font partie d'un Comité de coordination régional (CCR). Depuis 2019, le CCR se réunit en ligne tous les six mois, mais les progrès en matière de régionalisation sont restés lents en raison de la pandémie de COVID-19. Cependant, il existe un échange régulier d'informations par le biais d'une liste de diffusion régionale sur les APAC et d'une liste de diffusion destinée aux membres. La prochaine réunion régionale est prévue pour la seconde moitié de l'année 2022, où un exercice sur la vision, la stratégie et le plan d'action régionaux est envisagé.

#### **Sutej Hugu – Coordinateur régional pour l'Asie de l'Est et du Nord**

Nous commençons notre travail dans un pays en nommant de nouveaux Membres d'Honneur par l'intermédiaire de nos partenaires tels que les bureaux nationaux du PMF-FEM, et en recrutant nos nouveaux Membres par l'intermédiaire des Membres d'Honneur, et en les organisant pour construire un groupe de travail national qui puisse aider les membres et Membres d'Honneur potentiels ayant des difficultés liées à la langue, aux ressources ou aux politiques à demander leur adhésion, ainsi que les gardiens des APAC - territoires de vie que nous nous efforçons de soutenir. En réponse à l'appel à la régionalisation et à la décentralisation, nous nous efforçons de rattacher la restructuration organisationnelle au processus de régionalisation et de promouvoir la collaboration interrégionale et la mise en réseau transrégionale.

#### **Equipe de coordination régionale de l'Australasie de l'est & les Isles Pacifiques**

2018 a été une année charnière pour notre processus de régionalisation, marquée par l'adhésion de LMMA Network International, qui a lancé le réseau et le groupe de travail APAC en Australasie de l'Est, tandis que des représentants de Taiwan et de Madagascar ont participé à la première assemblée régionale Asie du Sud-Est + Australasie de l'Ouest. LMMA Network International devient l'équipe de coordination régionale en avril 2022. Sur la base de leur merveilleux travail, nous nous attendons à ce que l'émergence et l'évolution du réseau transrégional pour l'Australasie, le Pacifique et l'océan Indien se concentrent sur les pêcheries autochtones et communautaires et les aires marines gérées localement dans les territoires de vie côtiers et marins.

#### **Dominique Bikaba – Membre du Conseil**

Merci aux présentateurs d'avoir partagé ces expériences de vos régions. La deuxième partie de cette session va maintenant se concentrer sur la discussion et l'échange. Membres et Membres d'Honneur, pensez à ce que vous aimeriez demander ou discuter ! Avant d'ouvrir la séance à l'ensemble de l'assemblée, j'ai quelques questions à poser aux intervenants et j'encourage les autres coordinateurs régionaux et les membres du Conseil à partager également leurs points de vue.

En premier lieu : quels sont les sujets ou questions les plus importants auxquels vos régions ont donné la priorité dans le cadre du processus de régionalisation ? Quelles suggestions feriez-vous aux membres d'autres régions qui souhaitent lancer ou renforcer ce processus ?

J'aimerais également en savoir plus sur les impacts et les avantages du processus de régionalisation, en particulier pour les territoires de vie et leurs gardiens au niveau local - ou, au contraire, sur les principaux défis que vous avez rencontrés jusqu'à présent et dont nous pouvons tirer des enseignements.

Nous allons maintenant ouvrir la discussion à toute l'Assemblée pour entendre vos questions, commentaires, suggestions ou autres. Pour amorcer l'échange, j'aimerais poser une question aux Membres qui ont participé à ce processus dans leurs régions : de votre point de vue, quelles sont les principales motivations ou raisons de participer à ce processus de régionalisation ? Quelle a été la partie la plus intéressante ou la plus passionnante pour vous ?

## Pleins feux sur un Membre 2 – Pastoral Women Council, Tanzanie

Voici les femmes du district de Ngorongoro et Longido, dans le nord de la Tanzanie. Elles sont aujourd'hui des agents de changement dans leur communauté.

### LES FEMMES EN TANT QU'AGENTS DE CHANGEMENT

Nairoshi Paulo (leader Maasai) : « Ce projet est d'une importance capitale pour nous les femmes. Il nous a ouvert les yeux et nous voyons maintenant la lumière au bout du tunnel. Je suis une leader dans une communauté qui ne valorise pas les droits des femmes. Je n'ai que ma voix pour défendre les autres femmes et leur apprendre leurs droits ».

### Impact 1 : Amélioration des moyens de subsistance

Noorparakoo Mako (membre de Vicoba) : « Je suis membre de Vicoba et je participe à des cours d'alphabétisation pour adultes. Je ne savais pas lire et écrire. Avant, je n'avais pas de source de revenus, mais maintenant je possède un petit magasin. Je peux m'offrir des livres pour mes enfants, de la nourriture et des vêtements ».

4157 femmes ont rejoint un groupe de microcrédit. 3727 femmes ont créé des entreprises. 1197 femmes ont été alphabétisées et formées au calcul.

Voici un Boma de solidarité pour les femmes. Il s'agit d'un projet novateur où les femmes possèdent et gèrent leurs vaches, leurs moutons et leurs chèvres.

Noorparakoo Mako (membre de Vicoba) : « Selon la culture Maasai, les femmes ne sont pas autorisées à posséder du bétail. Grâce à ce programme du Pastoral Women Council (PWC), 1500 femmes possèdent maintenant du bétail. Ici, dans le Boma, ce sont les femmes qui gèrent et vendent le bétail. Les hommes de notre communauté voient que les femmes peuvent aussi gérer le bétail. Ce programme nous a donné de la force et a mis les femmes sur le devant de la scène. Maintenant, les hommes nous respectent parce qu'ils ont vu que nous pouvons gérer et vendre notre bétail ».

Saning'o Lonyori (bénéficiaire du programme) : « J'ai 4 filles et selon la culture Maasai, une femme sans fils n'a pas d'héritage. Mon mari m'a quittée. Depuis que j'ai rejoint ce boma, on m'a confié plusieurs responsabilités. Je traie les vaches et je m'occupe du bétail. Je suis maintenant considérée comme un membre important de la communauté ».

Pour permettre aux femmes d'être de véritables agents du changement, trois puits ont été creusés afin de fournir de l'eau potable à proximité de leur lieu de vie. Ces forages permettent à plus de 30 000 personnes et 26 000 têtes de bétail d'accéder à l'eau potable.

Meshuko Lempikas (bénéficiaire du forage) : « J'avais l'habitude de marcher pendant 6 heures pour aller chercher de l'eau. Lorsque j'atteignais la source d'eau, je devais d'abord attendre que les vaches aient fini de boire. Ensuite, je récupérais l'eau et je rentrais à la maison. Depuis que nous avons le forage, ma vie a vraiment changé. J'ai maintenant le temps d'aller chercher de l'eau, de participer à des cours d'alphabétisation pour adultes et à Vicoba, et de gérer mon entreprise de fabrication de bijoux en perles. C'est grâce au forage que je peux faire tout cela ».

### Impact 2 : Participation accrue des femmes Maasai au leadership et à la prise de décision.

Une femme membre de Vicoba : « J'ai reçu une formation au leadership grâce à un programme proposé par PWC. J'ai alors entrepris de devenir un leader pour aider d'autres femmes à relever leurs défis. J'ai découvert

que de nombreuses femmes étaient déjà membres du groupe VICOBA, mais qu'elles n'étaient pas autorisées à accéder aux prêts du gouvernement local. J'ai pu inscrire les femmes en tant que propriétaires d'entreprise afin qu'elles puissent accéder aux prêts et en bénéficier ».

Les forums des leaders des droits des femmes comptent 177 membres. Ils mobilisent les femmes pour qu'elles demandent des comptes à leurs dirigeants et veillent à ce que les priorités communautaires telles que l'éducation et les soins de santé soient bien financées.

Luka Ndoros Lizer (membre du WRLF) : « Je suis membre du Women's Rights Leadership Forum (WRLF). J'ai reçu une formation de PWC. Nous sensibilisons les femmes à leurs droits. L'ancienne génération d'hommes maasäï percevait les femmes comme des enfants. Notre perception a maintenant changé. Les femmes sont des adultes et elles ont des droits tout comme nous, les hommes ».

Nooisiamon Nagira (bénéficiaire de l'aide juridique) : « Mon mari et ma belle-famille m'ont violemment battue. Après avoir gagné le procès, PWC m'a aidée à défendre les droits de mes enfants et mon bétail. PWC m'a aidé à construire une maison et je vis maintenant en sécurité avec mes enfants ».

### **Impact 3 : Accès accru à la terre et aux ressources naturelles grâce à la propriété foncière**

659 femmes ont bénéficié de l'assistance pour acquérir des titres de propriété foncière.

Pendo Andrea Laizer (bénéficiaire du titre foncier) : « PWC m'a montré la voie. Je suis très heureuse car j'ai obtenu mon titre de propriété. Et je profite de mes droits en tant que femme. J'utilise cette terre pour l'agriculture. J'ai de quoi me nourrir. Je vends aussi les récoltes, ce qui m'aide à payer les frais de scolarité de mes enfants. Je suis reconnaissante parce que maintenant je suis en possession de mon titre de propriété sans aucun litige ».

Pastoral Women Council, avec le soutien de NORAD

## **Rapport du Conseil 2021**

Je m'appelle Sara Oliveros Lopez. Je suis issue du Peuple Autochtone Nahua et Secrétaire du Conseil. Je vais présenter le rapport du Conseil, pour la période de janvier à décembre 2021.

Tout d'abord, j'aimerais vous fournir quelques informations générales sur le Conseil. Pour rappel, le Conseil est l'un des trois principaux organes de gouvernance du Consortium APAC, avec l'Assemblée générale et l'Audition des comptes. Le Conseil fournit principalement des conseils de haut niveau ainsi qu'une direction et une orientation stratégiques, et apporte un soutien aux processus de changement organisationnel majeur tels que les changements de direction et la planification stratégique. Conformément à nos statuts, le Conseil est composé d'un minimum de sept et d'un maximum de trente personnes, élues, parmi les Membres, lors de l'Assemblée générale. Les membres du Conseil peuvent accomplir jusqu'à trois mandats de trois ans. Le Conseil a deux comités permanents. Tout d'abord, le Comité exécutif est responsable de la supervision régulière et de l'orientation de tous les aspects des opérations de l'Association, en étroite collaboration avec le Secrétariat. Il est composé de cinq membres du Conseil : le président, le vice-président, le secrétaire, le trésorier et le président du comité d'adhésions. Deuxièmement, le Comité d'adhésion est chargé de superviser et d'orienter les Membres de l'association.

Au cours de l'année écoulée, 22 personnes ont été membres du Conseil. Je tiens à reconnaître et à remercier ce puissant groupe de représentants qui ont apporté leur contribution au Conseil !

Deux membres du Conseil ont terminé leur mandat et ne se présentent pas à une réélection ni à d'autres postes. Veuillez-vous joindre à moi pour les remercier :

- Paul Sein Twa, qui a effectué un mandat complet en tant que coprésident du thème "Soutenir les territoires de vie" depuis son élection en 2019 ; et
- Zelealem Tefera Ashenafi, qui a effectué deux mandats complets en tant que représentant régional pour la Corne de l'Afrique depuis son élection en 2016.

En 2021, nous avons amélioré la planification et la régularité des réunions du Conseil et des Comités. Le Conseil a tenu cinq réunions tout au long de l'année, soit un peu plus d'une fois par trimestre. Le Comité exécutif s'est réuni huit fois, en général au cours des mois où nous n'avions pas de réunion plénière du Conseil.

Les réunions du Conseil et du Comité exécutif ont abordé les questions habituelles telles que des mises à jour du programme et du financement et les préparatifs de l'Assemblée générale, ainsi que des conversations plus approfondies sur les orientations futures de l'association, et les rôles, responsabilités et attentes des différents organes de gouvernance et de gestion.

Le Comité d'adhésion a également connu une année très productive. Dans la prochaine présentation, nous en apprendrons plus par Aman Singh, Président du Comité d'adhésion.

Le Conseil et les deux Comités permanents ont bénéficié du soutien des membres du secrétariat, qui sont Sarah, Alison et Holly, ainsi que du soutien linguistique de Manuel May Castillo et Camila Miranda Reyes.

L'un des principaux résultats de l'Assemblée générale de l'an dernier a été l'adoption de trois documents de référence essentiels : les statuts révisés, les nouvelles procédures de gouvernance et les nouvelles politiques et procédures d'adhésion. Je vous encourage à vous familiariser avec ces documents organisationnels.

Lors de la préparation de l'Assemblée générale de cette année, nous avons mis l'accent sur la collaboration avec le Conseil et le Secrétariat afin de garantir que les représentants régionaux soient nommés par consensus par les Membres de leur région, et d'harmoniser la composition du Conseil conformément aux nouvelles procédures de gouvernance.

Avant cette Assemblée, le Conseil a lancé un appel à candidatures pour plusieurs postes vacants ou pour lesquels les membres actuels du Conseil peuvent se présenter pour un deuxième ou troisième mandat.

J'ai le plaisir de confirmer que nous avons reçu des candidatures pour sept postes du Conseil, dont trois nominations suivantes pour des postes au niveau mondial :

- Colin Scott, qui se présente pour un second mandat en tant que trésorier ;
- Aman Singh, qui se présente pour un second mandat en tant que président du Comité d'adhésion ; et
- Pooven Moodley, qui se présente pour un second mandat en tant que représentant du thème "Défense des territoires de vie".

Nous avons également reçu les quatre nominations suivantes pour les postes du Conseil spécifiques à une région, par consensus des Membres de leurs régions respectives :

Alifereti Tawake, qui se présente pour un second mandat en tant que représentant régional pour l'Austronésie orientale et les îles du Pacifique ;

Yingyi Zhang, qui se présente pour un second mandat en tant que représentante régionale pour l'Asie de l'Est et du Nord ;

Malika Viridi, qui se présente pour un premier mandat en tant que représentante régionale pour l'Asie du Sud ; et

Victor Boton, qui se présente pour un premier mandat en tant que représentant régional pour le Sahel, l'Afrique du Nord et la Corne de l'Afrique.

Un certain nombre d'autres membres du Conseil continueront à assumer leur rôle actuel à titre intérimaire pour l'année prochaine, ou jusqu'à ce que les assemblées régionales pertinentes aient lieu plus tard cette année, lorsque les nominations pourront se faire après consensus des Membres de ces régions.

Les élections du Conseil se dérouleront en deux groupes, les troisième et quatrième jours de l'Assemblée générale. Assurez-vous d'être là pour participer à ces décisions ! Cette année, pour la première fois, nous utilisons un outil de recherche de consensus appelé Loomio pour permettre aux Membres et aux Membres d'Honneur de partager leurs opinions avant et pendant l'Assemblée. Nous vous encourageons à visiter les pages "Rencontrez les candidats" (Meet the nominee) pour connaître les sept candidats et contribuer à la recherche d'un consensus avant les élections de mercredi et jeudi.

Merci encore à tous les membres du Conseil qui ont terminé leur mandat, à ceux qui continuent à servir au sein du Conseil et à ceux qui se présentent aux élections de l'Assemblée générale cette année. Vos contributions sont cruciales pour la vitalité de notre association !

## Rapport du Comité d'adhésion 2021

Je m'appelle Aman Singh et je suis le Président du Comité des adhésions. Je vais vous présenter aujourd'hui le Rapport sur les adhésions.

En tant que Président du Comité des adhésions, je travaille avec d'autres membres du Conseil pour superviser la politique et les procédures d'adhésion. Nous nous efforçons d'entretenir et de maintenir une affiliation aussi forte, active et collaborative que possible. Nous offrons également des conseils sur les aspects relatifs aux adhésions, dans le cadre de la stratégie et des opérations du Consortium APAC.

Les personnes citées dans cette liste font partie du Comité depuis quelques années et j'aimerais prendre un moment pour les remercier pour leur aide et leurs conseils. Si nous sommes réélus pour un second mandat au sein du Conseil, Yingyi, Alifereti et moi-même resterons au sein du Comité des adhésions et nous continuerons avec les autres membres du Conseil qui poursuivent leurs fonctions et resteront attentifs et réceptifs à vos suggestions et préoccupations relatives à nos Membres.

Alison Powell est notre soutien administratif et opérationnel au sein du Secrétariat. Elle s'occupe de la logistique et des questions pratiques, comme les appels à candidatures et nominations et le soutien aux réunions du Comité. Elle est également disponible si vous avez des questions ou des idées à soumettre.

Lors de l'Assemblée générale de juin dernier, nous avons présenté les principales conclusions de l'Analyse des Membres de 2020, nous n'allons donc pas y revenir cette année. Je voudrais vous faire part des nouveautés survenues depuis lors.

Tout d'abord, nous sommes heureux d'accueillir de nombreux nouveaux Membres et Membres d'Honneur au sein de l'association ! Entre autres pays, des Membres des Îles Salomon, de Jordanie, d'Inde, du Kenya, de Myanmar, d'Equateur et d'autres encore nous ont rejoints.

Nous avons également accueilli nos premières organisations Membres du Costa Rica, du Cameroun, de la Mongolie, du Rwanda et du Monténégro.

Nous organisons désormais un événement de bienvenue pour accueillir les nouveaux Membres et Membres d'Honneur acceptés dans l'association. C'est un plaisir d'apprendre à les connaître, eux et leur travail, et cela nous permet de mieux collaborer et d'établir un lien positif et efficace.

L'autre développement majeur est la mise en œuvre des nouvelles politiques et procédures d'adhésion, adoptées par la dernière Assemblée générale. Ce document a fait l'objet d'un long processus de révision avec de nombreuses contributions de la part des Membres, du Conseil et du Secrétariat. Il se compose de deux parties principales.

La première partie - la politique d'adhésion - comprend des sections sur la définition de l'adhésion, le renforcement de l'adhésion et un code de conduite éthique.

La deuxième partie - les procédures - permet de définir des éléments tels que le Comité des adhésions et les droits et responsabilités des Membres et des Membres d'Honneur. J'encourage vivement tout le monde à lire ce document organisationnel si ce n'est pas déjà fait.

Un aspect qui mérite d'être mentionné ici est le fait que tous les Membres et Membres d'Honneur doivent désormais contribuer à au moins une action collective volontaire chaque année ou entre les Assemblées générales. Cette contribution peut prendre des formes très variées. Voici quelques exemples d'actions collectives volontaires :

- une action de protection directe d'un territoire de vie,
- la publication d'un article sur des questions en lien avec les territoires de vie,
- aider d'autres Membres du Consortium à trouver des financements, ou encore
- jouer un rôle clé dans l'organisation d'événements tels que les Assemblées nationales ou régionales.

L'analyse triennale des Membres est une autre action à laquelle les Membres et les Membres d'Honneur sont censés participer afin de rester "en règle". Si vous faisiez déjà partie de l'association en 2020, vous devez vous souvenir que nous avons procédé à une analyse cette année-là auprès de nos organisations Membres. Les résultats complets de cette analyse ont été publiés dans un rapport de synthèse en décembre 2021. Merci encore à toutes les personnes qui y ont contribué !

J'encourage tout le monde à lire le rapport pour en savoir plus sur la composition et les principales caractéristiques de nos Membres, leurs domaines de travail prioritaires et la façon dont ils envisagent de contribuer à l'association dans les années à venir.

Cette année, nous mènerons cette analyse avec nos Membres d'Honneur. Ce sera la première fois dans l'histoire de l'association que nous demanderons aux Membres d'Honneur de nous en dire plus sur leur travail et sur la façon dont ils aimeraient contribuer et s'engager.

Je suis personnellement très enthousiaste à l'idée de voir les résultats de cette analyse et d'en apprendre davantage sur les plus de 420 Membres d'Honneur de notre association. Restez connectés pour de plus amples informations à ce sujet dans les mois à venir.

Merci à toutes les personnes ici présentes qui assistent à nos Assemblées Générales et nous aident à renforcer notre association et le travail que nous faisons ensemble.

## Troisième jour : mercredi 27 avril 2022

### Élection des nouveaux membres du Conseil

#### **Colin Hartley Scott – Trésorier**

Colin est professeur au Département d'anthropologie de l'Université McGill à Montréal, au Canada. Ses recherches portent sur les savoirs écologiques autochtones, les propriétés foncières et maritimes, la gouvernance de la conservation, ainsi que les processus politiques et légaux basés sur le droit autochtone, au sein des peuples chasseurs et pêcheurs du Canada subarctique et des peuples du détroit de Torrès dans le Nord de l'Australie. En tant qu'anthropologue, il a été témoin des revendications liées aux terres autochtones et aires maritimes dans ces deux pays. Il a étroitement travaillé avec le Grand Conseil des Crees (Eeyou Istchee) et la Nation Cree du Wemindji dans le Nord du Québec afin de promouvoir la définition et la gestion des territoires terrestres et maritimes par les communautés elles-mêmes. Il dirige le Centre pour la Conservation et le Développement Autochtones Alternatifs (en anglais, Centre for Indigenous Conservation and Development Alternatives – CICADA, Membre du Consortium APAC), un partenariat pour la co-production de savoirs, basé sur la collaboration entre plus de trente Peuples Autochtones du monde entier et près de cent chercheurs universitaires, tous engagés pour soutenir l'intégrité écologique des territoires autochtones, les moyens de subsistance basés sur les ressources terrestres et maritimes, et l'auto-détermination de leurs futurs. Il codirige également le projet Leadership for the Ecozoic, une initiative conjointe de l'Université McGill et de l'Université du Vermont en matière de pédagogie et de recherche de niveau supérieur.

#### **Aman Singh – Président du Comité d'adhésion**

Basé en Inde et fondateur de l'organisation Krishi Avam Paristhitiki Vikas Sansthan (KRAPAVIS), Membre du Consortium APAC, Aman a supervisé la restauration de plus de 200 Orans (aires conservées par les communautés) au Rajasthan et a beaucoup œuvré pour l'obtention de changements législatifs et étatiques. Dans le cadre de ses recherches et de son travail de documentation des Orans, Aman a écrit de façon prolifique sur les aires conservées, l'écologie et le pastoralisme. Son travail sert de modèle pour l'engagement communautaire à de multiples niveaux afin de réaliser des améliorations tangibles des moyens de subsistance locaux et permettre aux générations futures de poursuivre leur gestion productive de la terre. Il a été reconnu par de nombreux prix, en Inde et à l'étranger. Aman est titulaire d'une maîtrise de mathématiques de l'université de Meerut, d'un diplôme d'études supérieures en environnement et est diplômé du programme de leadership environnemental de l'université de Californie. Il a étudié l'écologie profonde et le biorégionalisme au Schumacher College, au Royaume-Uni.

#### **Pooven Moodley – Représentant thématique pour la défense des territoires de vie**

Basé en Afrique du Sud. Pooven est avocat en matière de droits humains et militant pour la justice sociale en Afrique du Sud. Il est actuellement directeur exécutif de Natural Justice, Membre du Consortium APAC. Ses expériences vont de la lutte anti-apartheid au travail sur le droit des femmes à la terre en Afrique, de la contestation des sociétés minières à la promotion des droits à la santé et à l'éducation et au soutien dans la construction de mouvements. Avant de rejoindre Natural Justice, il a travaillé avec Oxfam et ActionAid, notamment dans le cadre d'une campagne fructueuse visant à empêcher les accords sur l'énergie nucléaire entre l'Afrique du Sud et la Russie. Il travaille en étroite collaboration avec les communautés autochtones de plusieurs continents. Pooven reste actif dans la solidarité et le soutien des activistes du monde entier.

### Pleins feux sur un Membre 3 – SAVE Rivers, Sarawak, Borneo (partie malaisienne)

Voix du peuple du Haut Baram, Sarawak

Cette terre a de nombreux usages pour nous. Je veux que l'on prenne soin d'elle pour qu'elle puisse à son tour prendre soin de nous.

J'ai commencé à chasser quand j'avais environ 10 ans. J'avais souvent l'habitude d'aller avec mon père dans la forêt. Il me montrait comment chasser... comment traquer les animaux...

On ramasse la liane de rotin, on la gratte, puis on commence à tresser. Les anciens, nos ancêtres nous ont appris à le faire comme ça. Nous utilisons ces paniers pour ramasser des fougères, du tapioca, aller à la pêche. Ce qui m'inquiète maintenant, c'est que je ne sais pas comment je vais faire pour gagner ma vie parce qu'il n'y a pas de bois à proximité. Et si je veux aller chasser pour manger de la viande, je ne peux pas l'obtenir sans problème comme je le faisais avant, parce que la forêt est en train d'être détruite.

80 % des forêts tropicales du Sarawak ont été fortement touchées par l'exploitation forestière au cours des 50 dernières années.

Présentation de la Zone forestière du Haut Baram (UBFA)

Un projet initié par les communautés autochtones (carte de l'UBFA) Une zone d'une superficie de 283 500 hectares (trois fois la taille de Singapour). Composée de 2 villages, d'une population de plus de 4000 personnes, issues de 4 groupes ethniques autochtones : Kelabit, Kenyah, Penan et Saban.

L'UBFA abrite... le gibbon de Bornéo, la panthère nébuleuse de Bornéo, le calao rhinocéros et bien d'autres espèces animales et végétales étonnantes.

En collaboration avec les communautés autochtones de l'UBFA, nous nous efforçons de préserver la beauté et les merveilles de cet endroit :

- efforts de reboisement
- cartographie communautaire des villages autochtones
- Les habitants s'unissent pour protéger leur terre natale.
- Formation des habitants à la recherche sur leur terre natale

Pour soutenir le projet UBFA, rendez-vous sur [SaveRivers.org](http://SaveRivers.org).

Cette vidéo a été réalisée à partir d'images du documentaire *Sunset Over Selungo* de Ross Harrison. [www.selungo.com](http://www.selungo.com)

## Rapport du Trésorier 2021

### Rapport annuel du trésorier 1er janvier – 31 décembre 2021 14 avril 2022

Tableau 1 : Statut des comptes organisationnels du Consortium APAC

Name of the Account	USD equivalent 31 December 2020	USD equivalent 31 December 2021
Consortium USD	347,420.15	720,499.10
Consortium CHF	69,976.04	67,890.97
Consortium EUR	9,118.75	9,985.07
Cash USD	177.00	177.00
Cash EUR	489.12	455.06
<b>TOTAL BALANCE</b>	<b>427,181.06</b>	<b>799,007.20</b>
In which:		
<b>Restricted funds</b>	<b>282,471.81</b>	<b>715,343.02</b>
<b>Unrestricted funds</b>	<b>144,709.25</b>	<b>83,664.18 *</b>

All figures in USD or USD equivalent.

Tableau 2 : Fonds affectés sur le compte USD du Consortium (au 31 décembre 2021)

<b>Restricted funds</b>	<b>715,343.02</b>
SwedBio 2021-2024	(33,019.86)
SwedBio 2019-2020	(808.59)
The Packard Foundation	(350,000.00)
The Oak Foundation	(135,715.41)
The Oak Foundation CoVid	(73,987.70)
Anonymous Grant 2019-2021	(34,436.48)
TIKVA 2020-2021	(6,626.52)
National Geographic Society	(67,579.97)
Synchronicity Earth	(20,052.52)
ILC	(2,365.97)

All figures in USD or USD equivalent.

Tableau 3 : État du compte du projet TCF/SVCF

<b>TCF 2016-2018</b>	<b>Cumulative Expenditures per 31 December 2020</b>	<b>Expenditures 1 January to 31 December 2021</b>	<b>Remaining Balance</b>
225,509.02	217,429.18	8,079.84	0
<b>SVCF</b>	<b>Cumulative Expenditures per 31 December 2020</b>	<b>Expenditures 1 January to 31 December 2021</b>	<b>Remaining Balance</b>
60,042.17	10,707.12	49,269.77	65.28

All figures in USD or USD equivalent.

Tableau 4 : État du compte de la phase I du projet GSI

<b>Total Grant</b>	<b>Cumulative Expenditures per 31 December 2020</b>	<b>Expenditures 1 January to 31 December 2021</b>	<b>Remaining Balance</b>
643,000.00	564,975.14	75,932.66	2,096.19

All figures in USD or USD equivalent. Small carry-forward discrepancy compared to the balance sheet. This will be written off at the end of the grant.

Tableau 5 : État du compte de la phase II du projet GSI :

<b>Total Grant</b>	<b>Cumulative Expenditures per 31 December 2020</b>	<b>Expenditures 1 January to 31 December 2021</b>	<b>Remaining Balance</b>
0	0	37,960.15	<b>(37,960.15)*</b>

All figures in USD or USD equivalent.

\*The GSI Phase II funds haven't yet been received. The total expenditures for 2021 include an accrual of \$4,028.81.

Tableau 6 : Situation du compte lié à la subvention Grand Houroum :

<b>Total Grant</b>	<b>Cumulative Expenditures per 31 December 2020</b>	<b>Expenditures 1 January to 31 December 2021</b>	<b>Remaining Balance</b>
9,975.00	5,105.75	15.07	4,854.18

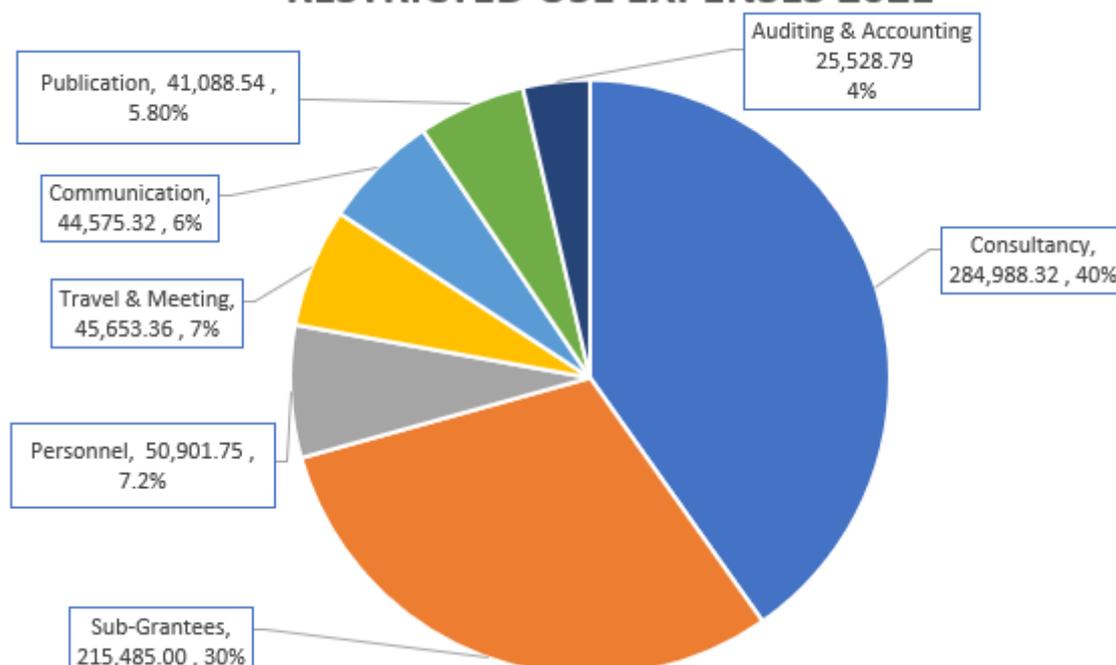
All figures in USD or USD equivalent.

Tableau 7 : Statut des autres comptes de subventions à usage restreint :

Grant/Project	Total Grant	Cumulative Expenditures per 31 December 2020	Expenditures 1 January to 31 December 2021	Remaining Balance
NatGeo Society	165,000.00	9,489.87	21,930.16	133,579.97
SwedBio 2019-21	156,750.59	153,636.18	2,305.82	808.59
SwedBio 2021-24	422,836.00	0	53,767.77	369,068.23
Natural Justice	7,382.22	0	4,213.00	3,169.22
Packard Foundation	350,000.00	0	1,744.00	348,256.00
Synchronicity Earth	33,639.73	0	13,637.21	20,002.52
TIKVA 2020-2021	50,000.00	24,979.32	18,394.16	6,626.52
ILC	50,000.00	22,765.41	25,391.03	1,843.56
Oak Foundation	1,035,455.00	48,038.44	287,964.48	699,452.08
Oak Foundation-CoVid	86,673.89	0.00	12,686.22	73,987.67
Anonymous Grant 2019-21	217,000.00	94,383.78	94,929.74	27,686.48

All figures in USD or USD equivalent.

### RESTRICTED USE EXPENSES 2021



### Annexe 1 : Bilan de l'exercice, 2021-12-31

	Original currency	Original currency	Original currency			
	CHF	EUR	USD	CHF		
<b>Assets</b>						
Cash USD			177.00	161.27		
Cash EUR		400.00	455.06	414.46		
The Christensen Fund			278.90	254.12		
Consortium CHF	61,854.90		67,890.97	61,854.90		
Consortium EUR		7,457.20	9,985.07	7,726.78		
Consortium USD			720,499.10	656,476.27		
Grand Houroum			4,854.18	4,422.84		
UNDP GSI			840.04	765.39		
<b>Cash and Cash equivalents</b>			<b>804,980.32</b>	<b>732,076.03</b>		
UNDP GSI			20,000.00	18,222.82		
Swedbio Grant 2021- 2024			341,909.85	311,528.08		
National Geographic Society			66,000.00	60,135.31		
Natural Justice			7,382.22	6,726.24		
The Oak Foundation			571,300.00	520,534.85		
<b>Receivables from Grants</b>			<b>1,006,592.07</b>	<b>917,147.31</b>		
Other Receivables			1,992.00	1,814.99		
<b>Other Receivables</b>			<b>1,992.00</b>	<b>1,814.99</b>		
Transfer			-	-		
Cash advances/loans			10,000.00	9,111.41		
Prepaid expenses			358.01	326.20		
Accrued income			-	-		
Withholding tax				-		
Foreign currency exchange adjustment				12,173.86		
<b>Other Current assets</b>			<b>10,358.01</b>	<b>21,611.47</b>		
<b>Total Current assets</b>			<b>1,823,922.40</b>	<b>1,672,649.80</b>		
<b>Total Assets</b>			<b>1,823,922.40</b>	<b>1,672,649.80</b>		
<b>Liabilities</b>						
<b>Current liabilities</b>						
Accrued expenses			11,000.00	10,022.55		
Suppliers or Creditors			15,470.03	14,095.38		
<b>Total Current liabilities</b>			<b>26,470.03</b>	<b>24,117.93</b>		
<b>Restricted Use Grants</b>						
Christensen Grant 2016- 2018				-		
National Geographic Society			133,579.97	121,710.19		
First peoples Worldwide Grant			4,854.18	4,422.84		
SwedBio 2019- 2020			808.59	736.74		
SwedBio 2021- 2024			369,068.23	336,273.20		
UNDP- GSI Phase I			2,096.19	1,909.92		
UNDP GSI Phase II			(37,960.15)	(34,587.05)		
The Packard Foundation			343,256.00	317,310.32		
TIKVA (The Tides Foundation) - 2020- 2021			6,625.52	6,037.69		
Silicon Valley Community Foundation (TCF)			65.28	59.48		
Synchronicity Earth			20,002.52	18,225.12		
Natural Justice			3,169.22	2,887.61		
ILC International Land Coalition			1,843.56	1,679.74		
Anonymous Grant ( 2019- 21)			27,686.48	25,226.29		
The Oak Foundation			699,452.08	637,299.47		
The Oak Foundation - CoVid related support			73,987.67	67,413.20		
<b>Total Restricted Use Grants</b>			<b>1,653,536.34</b>	<b>1,506,604.75</b>		
<b>Total Liabilities</b>			<b>1,680,006.37</b>	<b>1,530,722.68</b>		
<b>Internal Capital</b>						
Reported surplus			145,333.03	143,222.69		
Surplus/deficit for the period			(1,417.00)	(1,295.57)		
<b>Total Internal Capital</b>			<b>143,916.03</b>	<b>141,927.12</b>		
<b>Total Liabilities &amp; Internal Capital</b>			<b>1,823,922.40</b>	<b>1,672,649.80</b>		
					<b>31.12.2021</b>	
					usd- chf	0.91
					eur- chf	1.04
					chf- usd	1.10
					eur- usd	1.14

**Annexe 2 : Revenus & dépenses, du 01/01/2021 au 31/12/2021**

	Original currency	Original currency	Original currency	
	CHF	EUR	USD	CHF
<b>Income</b>				
<b>Income from Restricted Use Grants</b>				
Income The Christensen Fund 2016-2018			8,079.84	7,387.46
Income Silicon Valley Community Foundation			49,269.77	45,047.75
Income First Peoples Worldwide			15.07	13.78
Income SwedBio 2019-20			2,305.82	2,108.23
Income SwedBio 2021-24			53,767.77	49,160.31
Income UNDP-GSI Phase I			75,932.66	69,425.85
Income UNDP-GSI Phase II			37,960.15	34,707.28
Income TIKVA 2020-2021			18,394.16	16,817.93
Income ILC International Land Coalition			25,391.03	23,215.23
Income Anonymous Grant 2019-21			94,929.74	86,795.04
Income The Oak Foundation			287,964.48	263,288.29
Income The Oak Foundation - CoVid related support			12,686.22	11,599.11
Income Natural Justice			4,213.00	3,851.98
Income National Geographic Society			21,930.16	20,050.93
Income Packard Foundation			1,744.00	1,594.55
Income Synchronicity Earth			13,637.21	12,468.61
<b>Total Income Restricted Use Grants</b>			<b>708,221.08</b>	<b>647,532.34</b>
<b>Other Income</b>				
Members contributions				-
Interest Income Consortium Funds				-
<b>Total Other Income</b>			-	-
<b>Total Income</b>			<b>708,221.08</b>	<b>647,532.34</b>
<b>Expenditures</b>				
Consulancy Fees			284,988.32	260,567.16
Sub-Grantees			215,485.00	197,019.70
Wages			46,132.70	
AVS Contribution			4,406.25	
Insurance (Accident)			362.80	
Travel & Meeting Costs			45,653.36	41,741.24
Communication			44,575.32	40,755.58
Publication & Publicity			41,088.54	37,567.59
<b>Direct Expenditures of restricted grants</b>			<b>682,692.29</b>	<b>624,191.16</b>
Indirect Expenditures of restricted grants			25,528.79	23,341.18
<b>Total Expenditures of Grants (restricted)</b>			<b>708,221.08</b>	<b>647,532.34</b>
Operating Expenditures Secretariat			(1,309.85)	(1,197.61)
Exchange rate loss			2,742.58	2,507.56
Exchange rate profit			(15.73)	(14.38)
<b>Operating Expenditures (unrestricted)</b>			<b>1,417.00</b>	<b>1,295.57</b>
<b>Total Expenditures</b>			<b>709,638.08</b>	<b>648,827.92</b>
<b>Surplus/deficit for the period</b>			<b>(1,417.00)</b>	<b>(1,295.57)</b>
<b>Average annual exchange rate 2021</b>				
usd-chf	0.914			

## Rapport de l'Auditeur des comptes 2021

### Rapport de l'Auditeur des comptes sur le Rapport de la Trésorerie pour 2021

Chers collègues, partenaires et amis,

En tant qu'Auditeur des comptes du Consortium APAC, j'ai examiné les comptes et lu le rapport du trésorier. Sur la base de cet examen, je souscris au rapport du trésorier, qui fournit une présentation claire et précise des opérations financières et de la situation actuelle du Consortium pour l'année 2021. D'après mon examen des principaux documents et chiffres disponibles, les comptes du Consortium semblent tous en ordre.

J'apprécie particulièrement le travail de Colin Scott et d'Anne Meier, respectivement trésorier et comptable du Consortium APAC, pour leur diligence dans la tenue de comptes clairs et précis et leurs rapports sur les opérations financières du Consortium APAC.

Pour rappel, le rôle principal que je joue en tant qu'"auditeur des comptes" est d'examiner et d'évaluer - au nom de l'ensemble des Membres du Consortium - si les comptes sont clairs, complets et exacts.

En examinant les finances de 2021, il est particulièrement intéressant de noter que le Consortium APAC a bénéficié du soutien de plusieurs donateurs avec de nouvelles subventions, notamment de Sida par le biais de SwedBio au Centre de résilience de Stockholm, Synchronicity Earth, et la Fondation Packard. Nous avons également reçu un accord pour un nouveau financement du PNUD, via le PMF/FEM (Programme de Microfinancements du Fonds pour l'Environnement Mondial) et la GSI (initiative mondiale de soutien aux APAC), et d'un donateur anonyme. La publication du Rapport 2021 sur les Territoires de la vie a été financée par plusieurs subventions, dont celle de la National Geographic Society.

Comme détaillé dans le rapport du trésorier, les revenus totaux du Consortium ont augmenté de 107,9 %, tandis que les dépenses ont augmenté de 111,5 % en 2021 (par rapport à 2020). Les spécificités relatives aux revenus et aux dépenses qui sont présentées dans le rapport du trésorier sont clairement présentées et s'équilibrent, comme prévu. En outre, les contributions des Membres ne sont plus prélevées, et il n'y a pas eu de revenus générés par des intérêts sur les fonds du Consortium APAC.

Bien que les restrictions liées à la Covid se soient poursuivies pendant un certain temps, certaines réunions en présentiel ont été facilitées plus tard dans l'année et le Consortium a également été en mesure d'octroyer plusieurs subventions importantes à des organisations Membres. L'une des principales réalisations de l'an dernier, qui a eu un impact significatif au niveau mondial dans divers dialogues et contextes, a été l'élaboration et la publication du rapport majeur mentionné ci-dessus sur les territoires de vie.

Enfin, comme les années précédentes, en plus de noter les aspects financiers ci-dessus, je souhaite également souligner à quel point le travail entrepris par le Consortium APAC et ses Membres est de nature mondiale et extrêmement diversifié, et surtout que son impact *s'étend bien au-delà* de ce qui peut être convenablement saisi dans les registres financiers ou les documents de projet. En effet, *le fondement* des activités et des réalisations régionales et mondiales du Consortium APAC reste *l'extraordinaire engagement bénévole et semi-bénévole* de ses Membres, de ses Membres d'Honneur et de son Secrétariat en faveur de la promotion d'une reconnaissance et un soutien plus appropriés des APAC - territoires de vie.

Cordialement,

Marc Foggin  
Auditeur des comptes

## Pleins feux sur un Membre 4 – Korchi community, Inde

Voici notre forêt. Nous en tirons des produits forestiers secondaires. Il nous arrive aussi d'y rencontrer régulièrement plusieurs animaux, tels que le cerf sambar, le cerf, le sanglier, de la volaille typique de la jungle ou bien le paon. Il y a même un tigre qui vit dans cette partie de la forêt. Sa grotte est près d'ici. Cette forêt contient aussi des ours. Mais il y en a peu dans cette partie de la forêt.

En 2011, 87 *gram sabhas* (assemblées villageoises) dans la *taluka* (division administrative) de Korchi ont obtenu des Droits Forestiers Communautaires sur (DFC) sur leur forêts traditionnelles. Aujourd'hui ils ont une fédération au niveau du *taluka* appelée Mahagramsabha. Ces *gram sabhas* favorisent les moyens de subsistance, la gestion et la conservation de la forêt.

En 2011, le village de Zendepar s'est vu accorder des Droits Forestiers Communautaires selon la Loi sur les Droits Forestiers. Au cours des huit dernières années, la communauté a protégé, géré et conservé sa forêt. Elle a créé des « Comités de protection forestière », qui patrouillent dans la forêt pour contrôler les feux de forêt et les activités forestières illégales.

Pour la protection des forêts, chaque jour, les membres de 6 foyers vont patrouiller la forêt. Nous avons créé un journal pour suivre cette activité. Il est mis à jour chaque jour. Nous avons neuf groupes pour la protection de la forêt, qui incluent à la fois des hommes et des femmes. Si mon mari n'est pas là, je peux y aller, et s'il est là, il peut y aller. C'est comme ça que nous nous occupons de la protection de la forêt.

Au cours des quatre-cinq dernières années, le nombre de feux de forêt a diminué. Donc la biodiversité, les herbes et plantes médicinales se sont épanouies. Si une graine tombe sur le sol, elle peut survivre. Quand la forêt ne brûle pas, nous en voyons les bénéfices.

C'est la grotte du tigre. Le tigre vit ici avec ses petits. Parfois lorsque nous patrouillons dans la forêt, nous repérons le tigre ici.

La Loi sur les Droits Forestiers a ravivé un sens d'appartenance et de connexion avec la forêt. Les femmes, en particulier, ont bénéficié de ces droits restaurés. Leurs activités quotidiennes par rapport à la forêt ne sont plus considérées comme illégales.

Notre eau, notre forêt et notre terre : nous avons eu une relation étroite avec elles, pendant des siècles, à travers nos traditions, notre culture, nos rites, notre nourriture, et nos moyens de subsistance. On tire beaucoup plus de la forêt en une année, que de nos champs, pour se nourrir, pour les mariages, et pour les offrandes au *dev*. Des fleurs, des feuilles de paan, et tout ce que *dev* et *devta* désirent, nous le leur offrons.

Il y a une relation étroite entre les femmes et la forêt. Et ça, ça existe encore. Si la forêt est vivante, nous sommes vivants. Si nous sommes là, la forêt sera là. C'est à la fois notre refuge et notre banque. Nous avons accès à des ressources forestières précieuses. Après la pluie, nous pouvons cueillir des légumes dans la forêt.

La Loi sur les Droits Forestiers est un texte législatif essentiel pour corriger des injustices historiques. Son impact positif a été ressenti par beaucoup à travers l'Inde.

Nos remerciements vont à Mahagramsabha Korchi, Mahila parisar Samb Korchi, Amhi Amchya Arogyasathi. Produit par by Kalpavriksh. En tant que partie de ACKnowl-EJ.

## Changement organisationnel - réflexion, révision et processus d'élaboration d'un manifeste

**Sara Oliveros López (Secrétaire du Conseil)**

Brève mention du nouveau comité sur le changement organisationnel (composé de membres du Conseil, du Conseil des sages et du Secrétariat)

Présentation des intervenants de cette session : Ashish Kothari (cofondateur et membre actuel du Conseil des sages), Grazia Borrini-Feyerabend (cofondatrice et membre actuel du Conseil des sages), Neema Pathak Broome (coordinatrice régionale pour l'Asie du Sud, au nom de Kalpavriksh), Albert Chan Dzul (coordinateur régional pour la Méso-Amérique, au nom de U Yich Lu'um), et Holly Jonas (coordinatrice internationale du Secrétariat).

### **Ashish Kothari (membre du Conseil des Sages)**

Nous devons éviter les pièges de la croissance en tant qu'organisation. Comment trouver l'équilibre entre avoir plus d'argent et demeurer frugal ? Comment gérer les inégalités face à ceux qui ont accès aux forums mondiaux ?

Un manifeste est un ensemble de mots inspirants, c'est une initiative cruciale. En plus de cela, il doit être ambitieux. Le monde entier devrait être un territoire de vie. Nous devrions aller au-delà de la compréhension binaire hommes/femmes, humain/nature. Comment comprendre le temps depuis une perspective non linéaire ? Nous ne sommes limités que par notre imagination, et si nous avons les pieds sur terre, nous pouvons voler.

### **Neema Pathak Broome (Coordinatrice régionale pour l'Asie du Sud)**

Comme beaucoup d'entre nous qui sont associés au Consortium depuis un certain temps le savent et comme nous venons de l'entendre de la bouche de nos sages, le Consortium a été créé lorsqu'un groupe de personnes travaillant sur les APAC ou faisant elles-mêmes partie de territoires de vie se sont réunies volontairement pour travailler à la reconnaissance et au renforcement des APAC. Comme nous l'avons entendu, au cours des dernières décennies, les choses ont progressivement changé pour finalement culminer dans un changement majeur en 2019.

Depuis lors, il y a eu certaines contraintes dues à la Covid 19, mais cela a également été une période de restructuration interne, de réorganisation, de rationalisation, de renforcement de la décentralisation régionale, et grâce aux possibilités en ligne, de plus d'opportunités pour les équipes de coordination régionales, le Secrétariat mondial, les membres du Conseil et le Conseil des sages de se connecter les uns aux autres plus fréquemment. Certains de ces éléments ont également bénéficié d'un soutien financier en raison de l'augmentation des possibilités de financement, comme nous l'avons entendu. Nous sommes très reconnaissants du temps et des efforts qui ont été investis dans ces processus par toutes les équipes, en particulier par Holly et le Secrétariat mondial dans son ensemble.

Alors que notre gouvernance se renforçait, quelques incidents ont mis en lumière des oublis dans nos procédures de gouvernance interne, ce qui a donné lieu à quelques débats et discussions, qui ont à leur tour conduit à la formation d'un petit comité chargé d'examiner les questions d'organisation, qui comprenait des membres des coordinations régionales, du Conseil des sages, du Conseil et du Secrétariat mondial – en soit : tous les organes de gouvernance et de gestion du Consortium. La réunion de tous ces acteurs et actrices a créé un bel espace de confluence et les discussions internes ont été des plus inspirantes. Tout en nous réunissant sur les questions organisationnelles, nous avons fini par réfléchir en profondeur sur le Consortium et ce qu'il représente. Ces réflexions ont soulevé quelques questions critiques et, à notre avis, des recommandations très importantes.

Les questions étaient liées à la fois au fonctionnement interne du Consortium et au Consortium dans le contexte mondial. Le contexte de la réalité en constante évolution qui nous entoure, qui a été beaucoup plus évident et visible au cours des dernières années, par ex. Par exemple, le rapport de l'IPBES qui révèle la crise de la biodiversité, le rapport du GIEC qui tente d'enfoncer le clou de la crise climatique, les incendies et les inondations dans des régions où il n'y en a jamais eu auparavant, les vagues de chaleur ou de froid insupportables, les épidémies de pandémie, la crise de l'emploi et des moyens de subsistance au niveau national, ainsi que la montée en flèche des États autoritaires, diviseurs, agressifs et oppressifs, y compris au nom des démocraties, et leur alliance plus forte que jamais avec les sociétés qui s'approprient les terres et les ressources.

Notre groupe a ressenti un besoin très fort de redéfinir et de réarticuler notre sens et notre "raison d'être" dans ce contexte actuel. Comment voulons-nous aborder ce changement et ce contexte changeant, quelle est notre réponse à ces changements qui menacent également les territoires de vie ? Comment avons-nous été en mesure d'intégrer les articulations provenant des territoires de vie dans les réponses alternatives globales, ou les discours globaux ? Entre autres ?

Cela a conduit à des discussions autour de l'idée de développer un manifeste sur les territoires de vie et le Consortium APAC comme une prochaine étape clé vers un processus plus profond et plus long de réflexion organisationnelle, de révision et de planification future (dont Holly parlera plus tard dans la session).

Tous ceux qui ont participé à ces réflexions ont également estimé à l'unanimité que ces questions et l'idée du manifeste n'étaient pas quelque chose que ce groupe pouvait ou devait aborder. Nous avons donc l'intention de développer ce manifeste avec l'ensemble des Membres au cours des prochains mois. Nous pensons qu'il s'agira d'une conversation significative, en particulier à la lumière des récents changements organisationnels et des deux dernières années difficiles, et que ce sera également l'occasion de nous reconnecter les uns aux autres et à notre spiritualité collective, ainsi que d'expliquer le sens de notre existence aux nombreux nouveaux membres qui nous ont rejoints ces derniers temps. Nous espérons pouvoir lancer la première partie de ce processus dans les 30 prochaines minutes.

Je passe la parole à Albert pour qu'il nous présente certaines des questions que j'ai mentionnées plus tôt, puis nous ouvrirons la discussion et les contributions de chacun d'entre vous.

### **Holly Jonas (Coordinatrice internationale)**

Le Consortium APAC étant en pleine croissance et évolution, notre Conseil, le Conseil des Sages et le Secrétariat ont discuté de l'idée de développer un " Manifeste pour les Territoires de Vie ", c'est-à-dire une déclaration inspirante (par des mots ou d'autres moyens) qui exprime de manière concise la signification et la raison d'être de notre association. Cela serait important non seulement pour nous-mêmes, mais aussi pour les personnes qui nous approchent ou que nous approchons depuis "le reste du monde".

Un manifeste est une déclaration politique, mais il révèle également nos valeurs culturelles et spirituelles communes, "ce que nous défendons", et ce que nous nous demandons à nous-mêmes et aux autres de faire. Il doit être succinct mais tenir compte à la fois des territoires de vie et du Consortium APAC. En tant que document dynamique et "vivant", il pourrait être revu tous les deux ans pour s'assurer qu'il reste pertinent et opportun dans des contextes mondiaux changeants tout en conservant le cœur de notre mémoire institutionnelle, nos racines et nos valeurs.

Le processus d'élaboration du manifeste sera large et inclusif, en particulier pour les Peuples Autochtones et les communautés locales qui sont les gardiens des territoires de vie. Nous accueillons et encourageons diverses voies, sources et formes de contributions, y compris les déclarations spécifiques à un pays ou à une région, les déclarations des Peuples Autochtones, les expressions culturelles, les réflexions personnelles, etc. Celles-ci seront discutées et partagées en plusieurs lieux et moments au cours des prochains mois, notamment lors des assemblées nationales et régionales, de l'Assemblée générale mondiale, des discussions de groupe en ligne, ainsi que sur le site Internet du Consortium et la liste de ses membres. Ce processus s'inscrira dans le cadre d'autres processus organisationnels étroitement liés, notamment la réflexion sur nos 10-12 premières années, le développement d'une nouvelle vision à long terme, des orientations stratégiques et des plans d'action, ainsi que d'éventuelles structures et approches organisationnelles nouvelles ou révisées.

Au cours de la session d'aujourd'hui, nous avons présenté le processus d'élaboration du manifeste. Nous vous invitons maintenant à visiter notre page web ou le fil de discussion Loomio sur le manifeste et à télécharger un document contenant des conseils pour un court **exercice de réflexion personnelle** (voir les liens partagés par Arju dans la boîte de discussion). Cet exercice de réflexion - disponible en anglais, français et espagnol - ne devrait vous prendre que 10 à 15 minutes. Toutes les réponses reçues contribueront à l'élaboration du projet de Manifeste. Après avoir téléchargé l'exercice en Word, vous pouvez partager vos contributions de manière anonyme via un formulaire en ligne, ou sur le fil de discussion Loomio ou par courriel à Alison Powell.

**Prochaines étapes :** Les réponses seront compilées et partagées après l'Assemblée générale. Lors de deux sessions à la mi-mai - les 17 et 18 - nous nous réunirons en ligne pour de larges discussions sur les résultats obtenus d'ici là. Nous vous encourageons à vous inscrire à l'avance à l'une ou aux deux de ces sessions, en fonction de votre fuseau horaire et de vos préférences linguistiques. Veuillez consulter les liens dans la boîte de discussion partagée par Arju ou scanner les codes QR à l'écran avec votre smartphone. Nous partagerons également ces liens par courriel la semaine prochaine. Cela pourrait également être discuté lors des prochaines assemblées nationales, sous-régionales et régionales qui sont prévues au cours des prochains mois.

Après les discussions de la mi-mai, une ébauche du manifeste sera alors compilée et partagée avec l'ensemble des Membres du Consortium pour de nouvelles contributions et des sessions de discussion. Notre objectif est de le finaliser ou au moins de disposer d'une version de travail d'ici août ou septembre 2022, après que la plupart des assemblées régionales et des événements majeurs actuellement prévus auront eu lieu. Une

version finale définitive pourra être présentée pour approbation à la prochaine Assemblée générale, début 2023.

Enfin, nous encourageons tous les Membres et Membres d'Honneur à s'impliquer dans la préparation de notre manifeste et dans le processus plus large de réflexion organisationnelle, de révision et de planification pour l'avenir. Comme Neema l'a mentionné précédemment, nous avons un nouveau comité de représentants du Conseil, du Conseil des Sages et du Secrétariat pour travailler ensemble sur ces processus de changement organisationnel, et nous accueillerons à bras ouverts toute autre personne désireuse de s'impliquer activement pour participer aux réunions et aux discussions. Ce comité inclut six représentants du Conseil : Sara Oliveros Lopez, Felipe Gomez, Vololona Rasoarimanana, Tero Mustonen, June Rubis et Marco Bassi ; trois représentants du Conseil des Sages : Ashish Kothari, Grazia Borrini-Feyerabend et Thomas Moore ; et sept représentants du Secrétariat : Albert Chan Dzul, Neema Pathak, Shruti Ajit, Ali Razmkhah, Nahid Naghizadeh, Alison Powell et moi-même.

La vidéo à laquelle Grazia fait référence est disponible en anglais, espagnol, français, chinois et arménien - toutes autres propositions de traduction/sous-titrage sont les bienvenues !

<https://www.youtube.com/watch?v=70mt7bozJb8>

Nous accueillerons à bras ouverts toute autre personne désireuse de s'impliquer activement et de participer aux réunions et aux discussions.

## Quatrième jour : jeudi 28 avril 2022

### Rapport du Président 2021

Je vous souhaite chaleureusement la bienvenue au dernier jour de notre Assemblée générale 2022 et j'ai l'honneur de vous présenter le rapport du président.

Conformément aux exigences du pays dans lequel notre association est inscrite légalement, nous avons décalé la date de notre Assemblée générale au début de l'année par rapport aux AG précédentes. À partir de maintenant, nos rapports d'AG couvriront l'année civile précédente. L'une des principales réalisations organisationnelles de l'année dernière a été l'adoption de nos nouvelles procédures de gouvernance, de nos nouveaux principes et procédures d'adhésion et de nos statuts révisés lors de l'AG de juin dernier. Ces documents reflètent les pratiques actuelles de l'association et apportent plus de clarté sur le fonctionnement de nos organes d'adhésion et de gouvernance. J'encourage chacun à les examiner et à s'y intéresser, d'autant plus que le nombre de nos membres augmente et que notre processus de régionalisation continue d'avancer. En raison de la situation de pandémie mondiale, nous organisons notre assemblée annuelle en ligne. Mais cela ne diminue en rien la richesse de l'ordre du jour ni la participation de nos membres. Notre Secrétariat a effectué un travail remarquable pour que nos discussions soient aussi stimulantes et inclusives que possible.

Au cours des deux dernières années, alors que le monde était aux prises avec la pandémie, bon nombre des activités auxquelles nous participons habituellement ne se sont pas concrétisées. Malheureusement, le COVID n'a pas entravé les nombreuses menaces qui pèsent sur les territoires de vie, la biodiversité et l'environnement. Dans de nombreux cas, les menaces se sont intensifiées.

Aux Philippines, les sociétés minières ont intensifié leurs opérations depuis que le président Rodrigo Duterte a levé le moratoire sur les nouveaux permis d'exploitation minière et l'interdiction des mines à ciel ouvert. Les consultations de type "consentement libre, préalable et éclairé" ont rarement été menées en raison des protocoles de santé et de sécurité. Nous nous sommes opposés à ces mesures, mais nombre de nos chefs tribaux et de nos militants écologistes ont été harcelés, emprisonnés, voire tués. Mon pays a l'infâme réputation d'être le pays le plus meurtrier d'Asie pour les défenseurs de l'environnement, avec plus de 20 morts en 2020.

Le *red-tagging* ou le catalogage de militants et de tribus entières comme communistes ou terroristes est courant aux Philippines. Je fais partie de ces personnes cataloguées en raison de mes critiques à l'égard des politiques gouvernementales qui s'opposent aux droits des Peuples Autochtones sur leurs domaines ancestraux. C'est également le cas dans d'autres pays. C'est pourquoi je dédie une fois de plus mon rapport à l'héroïsme de nos dirigeants tribaux et communautaires et je rends hommage à mes collègues qui ont été tués. Collectivement, nous sommes plus forts pour repousser ces menaces. Le renforcement des réseaux tels que le nôtre est essentiel à cet effort collectif.

En 2021, comme le Secrétariat vous l'a dit, le Consortium APAC a continué à faire des progrès importants dans le mouvement pour les territoires de vie - du niveau local au niveau mondial et dans tous nos domaines de travail thématiques. Comme toute organisation, nous avons eu notre part de hauts et de bas, à la fois en interne et en raison de la pandémie continue et d'autres menaces mondiales externes, mais nous avons conclu l'année avec un sentiment renouvelé d'unité et de but partagé. Une partie essentielle du travail du Consortium l'année dernière a été de soutenir notre processus de régionalisation en cours, qui est une priorité organisationnelle stratégique depuis 2017. Mardi, nous avons eu une session spéciale de l'AG sur la régionalisation, où nous en avons appris davantage sur les façons uniques dont ce processus prend forme dans plusieurs régions du monde.

Plus largement, au-delà de notre travail programmatique, nous avons commencé à entreprendre un processus très important de réflexion organisationnelle, de révision et de planification pour l'avenir. Nous avons connu de nombreux changements depuis la création du Consortium en 2010. Au sortir du pire de la pandémie, il est temps de se réunir à nouveau et de réfléchir à la signification et à la raison d'être de notre association et de

décider collectivement comment nous voulons aller de l'avant. Ce processus à multiples facettes nous conduira, nous l'espérons, vers de nouvelles évolutions passionnantes, notamment notre premier manifeste, une vision à long terme renouvelée, des orientations stratégiques plus claires et d'éventuels changements dans nos structures organisationnelles et nos systèmes de gouvernance. Nous introduirons ce processus lors d'une session spéciale sur le changement organisationnel mercredi. Il se poursuivra durant les mois à venir pour nous assurer qu'il soit aussi inclusif et représentatif que possible.

Pour ce dernier jour, je voudrais vous encourager à participer activement à nos discussions. J'ai cédé les fonctions de coprésidence de l'AG à nos estimés membres du Comité exécutif, car je suis actuellement engagée dans la plus grande bataille politique de ma vie : je me présente au Sénat philippin, pour représenter la voix de la nature et des Peuples Autochtones au sein de notre chambre haute. Nous sommes au milieu de la campagne et j'ai juste pris une pause pour être avec vous aujourd'hui.

## Élection des nouveaux membres du Conseil

### **Alifereti Tawake – Représentant régional pour l'Austronésie de l'Est et les îles du Pacifique**

Basé à Fiji. Alifereti est un leader autochtone fidjien et membre du conseil de coordination fondateur du réseau d'aires marines gérées localement (réseau LMMA), organisation Membre du Consortium qui réunit les Peuples Autochtones et les communautés locales engagées dans la gouvernance et la gestion de leurs aires de conservation dans les régions indopacifiques et occidentales de l'océan Indien. En tant que président du Conseil de coordination des LMMA, Alifereti a animé des dialogues multipartites sur la protection, l'utilisation durable et la restauration des ressources côtières et marines, ainsi que sur l'atténuation et l'adaptation au changement climatique et la promotion du développement durable en général. Son travail a été récompensé par la Médaille de la conservation du Duc d'Édimbourg et le prix de la Fondation Whitley pour l'Homme et l'environnement.

### **Zhang, Yingyi– Représentante régional pour l'Asie de l'Est et du Nord**

**Basée en Chine.** Yingyi a été directrice de programme pour Flora and Fauna International en Chine et est Membre d'Honneur du Consortium depuis plusieurs années. Ses antécédents et ses intérêts créent une passerelle entre l'écologie, la biologie et les sciences sociales et elle est une ardente partisane de l'implication des communautés dans la conservation. En tant que membre fondateur et membre actif du groupe de travail sur les APAC en Chine, Yingyi a participé à la promotion et au soutien des aires conservées par les communautés en Chine. Elle a également écrit sur les APAC. Cofondatrice de l'Association pour la recherche et la conservation de la biodiversité du Guangxi (BRC - Membre du Consortium) et d'un réseau d'apprentissage provincial appelé Consortium Guangxi CCA, Yingyi a récemment créé la Fondation Zhilan, qui fournira de petites subventions pour soutenir les APAC en Chine.

### **Malika Virdi – Représentante régional pour l'Asie du Sud**

Malika Virdi a quitté New Delhi pour s'installer dans une communauté rurale isolée de l'Himalaya indien en 1992. Elle est devenue agricultrice, s'est intégrée à la communauté locale et a développé un engagement soutenu sur les questions liées aux communs forestiers ou *Van Panchayats*. Elle a été élue *Sarpanch* (chef du conseil forestier du village) en 2003 et 2018. En 2021, elle est devenue la coordinatrice régionale des 209 *Van Panchayats* de la chaîne de Munsiri, dans l'Uttarakhand. Elle a représenté les communautés himalayennes sur des questions liées à la forêt et à l'environnement, en tirant sa force principalement de la participation active des femmes locales sur toutes ces questions. Son moteur principal et sa philosophie consistent à placer les personnes au centre du récit de la conservation. Malika a travaillé sans relâche à la sécurisation de droits de propriété communautaires sur les forêts et à la promotion d'un fonctionnement démocratique permettant à tous les détenteurs de droits de participer à la fois à la prise de décision et à la mise en œuvre de projets d'utilisation et de conservation de ces forêts. Les femmes ne sont plus seulement représentées nominalement dans les organes de décision, mais sont enregistrées comme détentrices de droits sur les communs forestiers dans le cadre du modèle de ménage à deux têtes. Dans le cadre de ce travail, Malika et d'autres ont créé un modèle réussi, qui associe le tourisme basé sur la nature à la conservation des communs forestiers.

### **Yelognisse Victor Boton - Représentant régional pour le Sahel, l'Afrique du Nord et la Corne de l'Afrique**

Victor est le point focal national du Consortium APAC mondial au Bénin depuis 2017, en collaboration directe et régulière avec Alexis Kaboré, le Coordinateur régional du Consortium pour le Sahel. Il a activement participé à toutes les activités de soutien aux APAC et de promotion du Consortium au Bénin et dans la région du Sahel

(assemblées générales, ateliers, formations, mise en place du réseau national des APAC au Bénin, mise en œuvre de la GSI, identification et documentation des APAC, appui à l'enregistrement des APAC dans le registre mondial, réunion avec la Coordination globale du Consortium, etc.). Victor détient une maîtrise en sociologie-anthropologie de l'Université d'Abomey-Calavi. Il poursuit actuellement des études sur la jurisprudence de la Terre et des lois de la nature auprès de la Fondation Gaia, ainsi que son Master II en anthropologie et écologie à l'Institut supérieur d'anthropologie et d'écologie de l'Université catholique de Madagascar. Fort de ses riches expériences en matière de biodiversité culturelle, il est aujourd'hui engagé dans l'activisme en faveur des lois de la nature.

### **Pleins feux sur un Membre 5 – Pueblo Shuar Arutam (PSHA), Équateur**

Bonjour, je suis Josefina Tunki, actuelle présidente du Peuple Shuar Arutam et première femme élue à cette présidence. J'ai été élue par l'assemblée générale du Peuple Shuar Arutam, qui habite la province de Morona Santiago.

Je représente 47 centres et 6 associations qui possèdent un territoire de 230 mille hectares et compte environ 12 mille habitants. Le PSHA, ses membres et son territoire, se trouve entre les cordillères du Condor et de Kutukú y Shaimi. Ce sont deux célèbres cordillères que nous avons conservées et protégées. De là naissent les versants, les rivières et toute la biodiversité dont nous avons bénéficié comme culture millénaire installée sur ce territoire que nous occupons toujours aujourd'hui.

Je remercie aussi les organisations alliées qui ont renforcé notre peuple dans sa lutte. Depuis les administrations précédentes et en cohérence avec son Plan de Vie, le Peuple Shuar Arutam a toujours eu comme objectif de défendre notre territoire contre les entreprises d'extraction à ciel ouvert et hydroélectriques, entre autres, qui tentent de faire des profits et mènent des études de prospection puis de forage de façon agressive et sans consultation.

Notre territoire, 230 mille hectares, est entièrement sous concession. C'est pourquoi le Peuple Shuar Arutam a décidé, via des assemblées, de prendre la défense de son territoire. L'assemblée a autorisé l'enregistrement des 230 mille hectares au Registre des APAC au niveau de l'Amérique latine.

Nous plaillons également pour la reconnaissance de nos droits humains. Pour cela, nous avons avancé dans le processus d'enregistrement de notre territoire, comme aire protégée, dans la base de données des APAC au niveau mondial. Désormais, notre territoire a le soutien des droits humains. Nous avons déposé plainte contre l'État, le gouvernement national et l'entreprise Solaris Resources qui se trouve sur le territoire du PSHA, dans un des 47 centres.

Nos territoires et centres ont des titres généraux, qui sont des titres collectifs appartenant au Peuple Shuar Arutam dans son ensemble, à toutes les familles. L'entreprise Solaris essaie d'usurper nos droits sans consultation préalable. Ainsi que l'assemblée l'a reconnu, nous ne désirons pas être consultés. Notre position est ferme, depuis le conseil du gouvernement et les assemblées générales, le Peuple demande que l'entreprise quitte nos terres car ce territoire, c'est le seul patrimoine que nous ont laissé nos ancêtres.

Aujourd'hui, le 15, nous avons atteint un objectif significatif dans nos plaintes contre l'entreprise Solaris Ressources, car nous avons obtenu une audience avec l'ambassadrice du Canada. En tant que Présidente, j'ai pu exposer clairement notre requête, en accord avec les documents et les demandes depuis nos bases : le retrait immédiat de l'entreprise Solaris Resources. L'ambassadrice en a été témoin et ne peut le nier. Elle n'a émis aucune objection et a reconnu notre lutte en tant que Peuple Autochtone. Elle a évoqué qu'au Canada il existe aussi des Peuples Autochtones et de nationalités, qu'elle a elle-même lutté pour protéger ces Peuples. Toutefois, elle a exprimé, au sujet de l'impact provoqué par l'entreprise canadienne Solaris Resources sur le territoire du PSHA, qu'il ne sera pas facile d'obtenir son retrait. Selon ses termes, elle cherchera de meilleures stratégies et mènera d'autres réunions pour que dans le futur nous ayons une réponse positive. Dans cette vidéo, à travers ce message, je me dois d'informer publiquement la lutte que nous menons, ce que je transmettrai également lors de la prochaine assemblée du PSHA.

Autre fait très grave : nous devons aussi faire face à l'entreprise Hydro Rios Santiago. Nous commençons tout juste cette lutte car l'État ne nous informe jamais des concessions. Mais nous continuerons de lutter, grâce à nos arguments, nos forces, pour mener le combat et protéger nos territoires. C'est la lutte de nos Peuples. Je l'ai dit très clairement à l'ambassadrice du Canada : notre lutte pour la défense et la protection de l'environnement, des forêts, n'est pas seulement pour nous, pour le PSHA. Ce n'est pas seulement la lutte d'organisations de nationalités autochtones de divers pays amazoniens. C'est notre contribution aux forêts, à l'oxygène pur, à la vie de l'humanité.

J'ai ainsi pu m'exprimer dans les bureaux de l'ambassade du Canada. Nous sommes un Peuple uni qui lutte pour une cause : défendre la vie dans ce monde. Notre planète est tellement contaminée... Nous avons l'espoir que le Peuple Shuar Arutam obtiendra de bons résultats à l'avenir.

J'irai jusqu'au terme de mon mandat, en tant que femme possédant des connaissances ancestrales. Je continuerai d'appuyer la lutte dans différents domaines. Je connais le territoire et j'ai la force nécessaire pour soutenir les jeunes et accompagner le nouveau conseil du gouvernement du PSHA qui sera élu en mars 2023, afin de guider notre organisation conformément à son Plan de Vie.

## Plan d'action et budget proposés pour 2022

Veillez consulter [la présentation ici](#), à partir de la diapositive 15.

### 1. Plan d'action

Processus : le Plan d'action 2022 a été élaboré sur la base des priorités identifiées par chaque membre du Secrétariat dans leurs rapports de fin d'année 2021, plus une série de réunions d'équipe à la mi-janvier où nous l'avons étoffé ensemble.

Il se compose de deux sections principales, qui sont étroitement liées entre elles : (a) les processus organisationnels ; et (b) les niveaux et les axes de travail thématiques.

Processus organisationnels : comprend six sujets principaux :

Processus organisationnel de réflexion, de révision et de planification pour l'avenir, y compris un examen des 10-12 premières années du Consortium et le développement d'une nouvelle vision à long terme et d'un manifeste ;

- O Processus de régionalisation en cours, y compris les assemblées nationales, sous-régionales et régionales et (le cas échéant) les réunions des organes de gouvernance régionaux ;

- O Adhésion, y compris deux appels à de nouvelles candidatures et nominations, et notre première révision des Membres d'Honneur ;

- O La gouvernance, notamment l'organisation de l'Assemblée générale et la tenue de réunions régulières du Conseil, du Comité exécutif et du Comité d'adhésion ;

- O la communication organisationnelle, notamment une identité visuelle plus claire, un site web amélioré et un soutien linguistique encore plus fort ; et

- O la gestion du secrétariat, notamment l'amélioration continue des systèmes internes et des méthodes de travail en commun, ainsi que la poursuite des efforts de collecte de fonds auprès de bailleurs de fonds alliés.

- Axes de travail thématiques : Documenter, soutenir et défendre les territoires de vie, la jeunesse et les relations intergénérationnelles, et l'égalité des genres.

- Niveaux de travail :

- O Local : soutenir les Peuples Autochtones et des communautés locales spécifiques dans leurs processus de renforcement autonome (avec une diversité d'options et d'opportunités, notamment la gouvernance et le leadership, la documentation, les moyens de subsistance, la santé et le bien-être, la défense des territoires, etc.)

- O National : soutenir les réseaux nationaux dans des pays spécifiques dans leurs processus de renforcement autonome (par exemple, la gouvernance et le leadership, la documentation, les communications et les médias, le plaidoyer politique et juridique, les célébrations et les événements culturels, la collecte de fonds, etc.)

- O Régional : faciliter l'apprentissage par les pairs, le partage d'expériences, les échanges de solidarité et les événements culturels au sein des régions et entre elles, sur une série d'axes de travail transversaux et thématiques (documentation, maintien et défense des territoires de vie, jeunesse et relations intergénérationnelles, égalité des genres, décolonisation, etc.), ainsi que des événements régionaux majeurs tels que les congrès sur les aires protégées en Asie et en Afrique.

O International : soutenir la participation des membres à la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique et à d'autres processus multilatéraux tels que ceux sur les océans et la désertification ; et produire des rapports sur les questions et opportunités émergentes telles que la diversification et la localisation du financement de la conservation et le plaidoyer pour une mise en œuvre progressive du cadre post-2020 de la CDB au niveau national.

## **2. Mise à jour financière importante :**

### **(a) Situation bancaire en Suisse :**

- Contexte général : depuis les attentats du 11 septembre 2001, les autorités de réglementation nord-américaines ont poussé le système bancaire mondial à faire plus d'efforts pour lutter contre le terrorisme et le blanchiment d'argent. Connu sous le nom de "de-risking" (*atténuation des risques*), ce processus de renforcement des exigences en matière de vigilance et de conformité a conduit à la restriction des services bancaires, voire à la fermeture des comptes bancaires de nombreuses organisations caritatives, en particulier les petites organisations à but non lucratif opérant dans les pays du Sud. Certains pays comme l'Inde ont pris des mesures encore plus radicales pour renforcer la réglementation des organisations à but non lucratif, ce qui constitue une autre forme de fermeture de l'espace civique. La Suisse, tristement célèbre pour le secret de son système bancaire, a fait l'objet de pressions particulièrement fortes de la part des États-Unis pour qu'elle renforce la réglementation des opérations bancaires internationales.
- Malheureusement, en tant qu'organisation à but non lucratif enregistrée en Suisse, le Consortium APAC a récemment été entraîné dans cette tendance mondiale de "de-risking". À la mi-décembre, la banque avec laquelle nous travaillons depuis notre création en 2010 nous a informés sans prévenir qu'elle allait fermer notre compte. Au départ, ils ne nous ont donné que quelques semaines avant la fermeture, mais ils ont fini par nous accorder un délai supplémentaire jusqu'à la fin du mois de juin. Ils ont confirmé que nous n'avions rien fait de mal dans nos opérations, mais ils n'ont pas non plus voulu revenir sur leur décision et nous ne pouvions rien faire d'autre. Cela nous a évidemment pris par surprise...
- En ce qui concerne notre situation, la banque a probablement pris cette décision en raison d'une combinaison de quatre facteurs principaux : (1) les pays d'où nous recevons des fonds, y compris les États-Unis ; (2) les pays vers lesquels nous envoyons des fonds pour des activités ou du personnel dans le pays et dans la région, y compris les pays dits "sensibles" ; (3) un grand Conseil avec plusieurs personnes qui pourraient être considérées comme "politiquement exposées" et donc risquées pour les banques ; et (4) les personnes et les pays mentionnés sur notre site Web de manière plus générale, y compris nos liens historiques avec l'Iran par le biais de Cenesta et de notre président fondateur, Taghi. De plus, nous n'apportons pas assez d'argent pour que le jeu en vaille la chandelle pour la banque.

**(b) Options :** nous avons rapidement exploré toute une série d'options potentielles, notamment l'ouverture d'un nouveau compte bancaire en Suisse ou dans un autre pays proche, la création d'une nouvelle entité à but non lucratif dans un autre pays, et bien d'autres encore. Aucune de ces options n'a fonctionné. Après plus de trois mois à travailler aussi dur que possible pour trouver une solution viable, le mécénat fiscal aux États-Unis a été identifié comme la meilleure solution étant donné les circonstances, avec le soutien et l'approbation du Conseil et du Comité exécutif. Le Conseil des Sages et le Secrétariat ont également été informés en cours de route. Après une recherche approfondie, nous avons trouvé le meilleur sponsor fiscal possible et je suis heureuse de vous annoncer que nous venons de signer un accord avec eux et que nous continuons le processus de transition.

### **(c) Qu'est-ce que le mécénat fiscal et quelles en sont les implications :**

- Aux États-Unis, un sponsor fiscal assume la responsabilité légale et fiduciaire d'une autre organisation ou d'un projet, et lui fournit son statut d'organisme à but non lucratif et caritatif aux États-Unis.
- Le fait d'avoir un sponsor fiscal permettra au Consortium APAC de continuer à fonctionner financièrement et d'avoir un meilleur accès aux donateurs. Cependant, cela s'accompagne également de frais administratifs, que nous devons intégrer dans nos budgets et subventions existants et dans nos propositions futures.
- Sarah Ryder et moi-même sommes responsables de la gestion de cet arrangement, avec la supervision directe du Comité Exécutif, dans le cadre de leur mandat et responsabilités existants.
- Notez que cet arrangement concerne spécifiquement nos opérations - en substance, le Secrétariat et notre financement opérationnel et programmatique. Jusqu'à ce que l'association en décide autrement, le Consortium APAC continuera à exister en tant qu'association à but non lucratif

enregistrée en Suisse, avec nos membres, notre Assemblée générale, notre Conseil, etc. qui continueront à exister comme d'habitude.

- Nous travaillons maintenant à la transition administrative. Il s'agit de transférer tous nos accords de subvention, nos fonds, nos contrats de personnel, nos systèmes comptables, etc. de notre entité et de notre compte bancaire suisses vers le nouveau sponsor fiscal aux États-Unis. Au cours des derniers mois, cette situation a entraîné des retards regrettables dans la réception et le versement des fonds de certaines de nos subventions. Cependant, si le processus de transition se déroule sans heurts, nous serons pleinement opérationnels avec le nouveau sponsor fiscal en juin et il ne devrait pas y avoir d'autres impacts majeurs sur notre travail de programmation ou notre personnel. Nous espérons que la plupart d'entre vous ne remarqueront même pas ce changement.

### 3. Le budget 2022 :

- Avec ce contexte en tête, je vais partager un bref aperçu de notre budget de fonctionnement 2022. Comme présenté dans le rapport du Secrétariat de lundi, nos dépenses totales par an ont augmenté de manière significative au cours des deux dernières années. Cela est dû en partie au succès des efforts de collecte de fonds et en partie aux réaffectations entre les années en raison des restrictions imposées par la pandémie aux voyages et aux activités nationales et régionales. Une partie importante du financement que nous avons obtenu en 2020 et 2021 a été reportée en 2022, de sorte que notre budget estimé cette année est de loin le plus élevé que nous n'ayons jamais eu. Nous serons en fait en assez bonne position pour obtenir un montant similaire pour 2023 et au-delà, si nous continuons à remporter ce succès dans la collecte de fonds.
- En 2022, le budget total est de 1 472 000 USD. Ce montant est réparti entre cinq grandes catégories budgétaires :
  - Les activités régionales et nationales (plus de la moitié du budget, soit près de 780 000 USD), y compris les assemblées, les processus de renforcement autonome des communautés, les réseaux nationaux, les consultations et les ateliers, etc ;
  - Communications et publications (près de 60 000 \$) ;
  - Voyages et réunions de programmation, y compris la participation aux négociations de la CDB de l'ONU (près de 70 000 dollars) ;
  - Les consultations et l'administration du personnel (près de 520 000 \$), dont près de 30 membres et collaborateurs du Secrétariat, toujours rémunérés à des taux très modestes, et les honoraires du sponsor fiscal et des audits ; et
  - La gouvernance et la gestion de l'organisation (moins de 50 000 \$), y compris les coûts de l'Assemblée générale annuelle et des réunions régulières du Conseil et du Secrétariat.
- REMARQUE : Il est possible qu'une partie de ces dépenses soit à nouveau reportée à 2023, de sorte que les dépenses réelles pourraient être inférieures, mais c'est ce qui est actuellement budgétisé et planifié.

## Cérémonie de clôture - UAPASHKUSS

### Dolorès André (Membre, UAPASHKUSS)

Je félicite toutes les organisations Membres et les acteurs communautaires du monde entier pour leur travail au cours de l'année écoulée. Je souhaite la bienvenue aux nouveaux Membres et leur souhaite bonne chance. Tout au long de l'Assemblée générale, j'ai tenu dans mes mains ma plume d'oie qui vient de la nature et qui est le symbole de ma culture et de mon identité.

Je vous présente Réal McKenzie (Kaiensh), qui chante au son du tambour traditionnel innu ; Anne-Marie André, qui est la fondatrice du groupe des sites sacrés Innus ; et Jacques McKenzie (Taby), Président d'UAPASHKUSS.

**Réal McKenzie** - Notre Père aide nous...Aide-nous, notre Père ! Grands-pères, aidez-nous...aidez-nous, grands-pères ! Mères aidez-nous. Aidez-nous, Mères ! Les animaux, aidez-nous...Aidez-nous les animaux...On remercie nos Pères, on remercie nos Mères. Il ne faut pas oublier l'Enfant intérieur en nous, qui se trouve dans les quatre directions avec la peau du caribou du tambour et ainsi respecter la Terre Mère et honorer nos grands-pères, grands-mères à chaque année.

**Anne-Marie André** - je remercie le Créateur d'avoir été avec nous toute l'hiver et je lui demande d'aider les autres peuples, soit ceux qui ont perdu un bout de leur territoire et de tout ce qui poussent sur leur territoire. Il faut s'entraider même si on est loin, c'est la Terre qui nous unit. C'est la journée de la Terre aujourd'hui et il faut être ensemble parce que c'est la Terre qui nous nourrit, c'est la Terre qui nous abrite, c'est la Terre qui nous réchauffe et pour cette raison je remercie le Créateur. Et je demande de l'aide pour les personnes qui vivent de la misère dans le monde, ceux qui se sont fait brûler ou voler leurs territoires et c'est que de cette manière que je peux aider de loin.

**Jacques McKenzie (Taby)** - Aujourd'hui, tout ce qui nous arrive sur notre Mère Terre, la protection qu'on lui donne, tous les animaux que l'on protège et qui nous ont protégé...Et maintenant, depuis la déforestation l'animal ne sait plus où aller, ils nous appellent pour les aider et à notre tour, nous faisons appel à tout le monde entier de la Terre pour se faire entendre. En protégeant la Terre, on protège aussi les déboiseurs de forêt et les gouvernements, tout. Je remercie le Créateur. Aujourd'hui il n'y a plus de caribou à cause de la déforestation, aux pesticides et je ne vois que la désolation. Il faut se connecter ensemble, se réconcilier avec soi-même pour se comprendre ainsi tout le monde va se réconcilier. Je te remercie mon Père. Merci !